

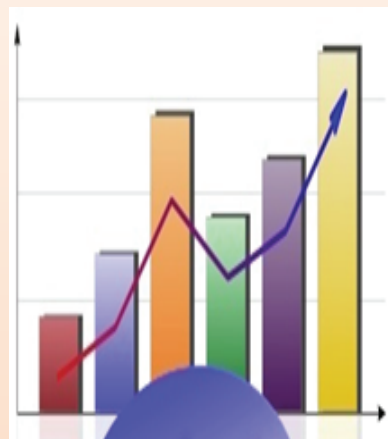


TABLEAU DE BORD STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2019



MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

2019

Avec l'appui du Sous-programme Statistiques du Programme d'appui à la gestion publique
et aux statistiques (PAGPS), financé par l'Union européenne



Octobre 2020



AVANT-PROPOS

Le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) s'est engagé à améliorer le système d'informations statistiques dans le domaine de l'économie et des finances afin de contribuer à une meilleure prise de décisions et de faciliter l'accès du public aux statistiques économiques et financières de qualité. La disponibilité de ces statistiques constitue donc un défi majeur pour mon département.

Ainsi, pour renforcer le système de production statistique, le Ministère a bien voulu accompagner l'Annuaire Statistique 2019 de l'Economie et des Finances (ASEF) d'un tableau de bord statistique. Ce document analyse l'évolution des principaux indicateurs du secteur contenu dans l'ASEF sur la période 2010-2019. Il a pour but de guider les acteurs du développement dans leur analyse de la situation économique et financière du pays dans les différents domaines.

Je me réjouis de la production de ce Tableau de Bord statistique 2019 de l'Economie et des Finances (TBSEF 2019) et je reste confiant que désormais, les statistiques de l'économie et des finances seront produites et publiées régulièrement dans des délais raisonnables, en vue de mettre à la disposition de tous les acteurs du développement des données concernant les différents domaines du secteur.

Je reste conscient qu'en dépit des efforts fournis par l'ensemble des acteurs, cette édition du TBSEF est perfectible. Toutefois, nous espérons qu'elle répondra aux attentes des différents acteurs du développement et aidera, d'une part, à une plus grande compréhension de l'évolution de la situation économique et financière du Burkina Faso et, d'autre part, à une meilleure planification des actions de développement.

Au regard de l'importance que revêt le présent document, j'invite l'ensemble des structures à conjuguer davantage leurs efforts afin de relever les défis qui s'imposent au ministère en matière de productions statistiques. Je les exhorte également à s'approprier ledit document et à travailler continuellement à garantir la qualité des données relevant de leur domaine et la fiabilité de notre système statistique sectoriel.

Aussi, conscient des efforts consentis, je voudrais adresser mes sincères remerciements à l'ensemble des acteurs qui n'ont ménagé aucun effort pour la production du présent document.

**Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement**

Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Etalon

TABLE DE MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	4
TABLE DE MATIÈRES.....	5
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES GRAPHIQUES.....	9
RESUME EXECUTIF.....	10
INTRODUCTION.....	12
I. GÉNÉRALITÉS.....	13
I.1 Situation socio-démographique.....	14
I.2 Budget du Ministère de l'économie, des finances et du développement.....	16
I.3 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et du développement.....	18
II. SECTEUR RÉEL.....	20
II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB).....	21
II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB).....	23
III. SECTEUR MONÉTAIRE.....	25
III.1. Situation monétaire.....	26
IV. SECTEUR EXTÉRIEUR.....	28
IV.1 Situation de la Balance des Paiements.....	29
IV.2 Situation du commerce extérieur.....	31
V. FINANCES PUBLIQUES.....	33
V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires.....	34
V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires.....	36
V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses).....	38
V.4 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette).....	42
V.6 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature.....	48
VI. AUTRES STATISTIQUES DU MINEFID.....	52
VI.1 Critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO.....	53
VI.2 Situation d'exécution des marchés publics.....	55
VI.3 Indicateurs des Systèmes Financiers Décentralisés.....	57
CONCLUSION.....	59
Glossaire.....	60
VII. CHIFFRES CLES DU SECTEUR « ECONOMIE ET FINANCES ».....	71

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
APD	Aide Publique au Développement
ASEF	Annuaire Statistique de l'Économie et des Finances
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CNE	Caisse Nationale d'Épargne
CNPE	Comité National de Politique Économique
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DG-CMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDT	Direction Générale du Développement Territorial
DGEP	Direction Générale de l'Économie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board (Sans frais à bord)
IDH	Indice de Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MINEFID	Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TBSEF	Tableau de Bord statistique de l'Économie et des Finances
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
VAN	Valeur Actualisée Nette
XBS	Exportation des Biens et Services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 0.1 : Évolution de quelques indicateurs clés entre 2018 et 2019	11
Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe	15
Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain	15
Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance	15
Tableau I.4 : Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère hors financement extérieur (en %)	17
Tableau I.5 : Évolution de la structure de l'effectif du personnel par catégorie (en %)	19
Tableau II.1 : Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (en %)	22
Tableau II.2 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut	22
Tableau II.3 : Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (en %)	24
Tableau III.1 : Variation des principaux agrégats monétaires (en %)	28
Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA)	28
Tableau III.3 : Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (en milliards FCFA)	28
Tableau IV.1 : Variation des soldes de la Balance des paiements (en milliards FCFA)	31
Tableau IV.2 : Évolution de la variation des composantes de la balance des biens et services (en milliards FCFA)	33
Tableau V.1 : Taux de réalisation des recettes budgétaires (en %)	36
Tableau V.2 : Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (en %)	36
Tableau V.3 : Taux d'accroissement des dépenses exécutées (en %)	38
Tableau V.4 : Taux de progression des opérations de recettes de l'État (en %)	41
Tableau V.5 : Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (en %)	41
Tableau V.6 : Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (en milliards FCFA)	43
Tableau V.7 : Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (en %)	45
Tableau V.8 : Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (en %)	45
Tableau V.9 : Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (en %)	45
Tableau V.10 : Évolution des principaux ratios d'endettement	47
Tableau V.11 : Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%)	49
Tableau V.12 : Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (en %)	49
Tableau V.13 : Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (en %)	49
Tableau V.14 : Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement	49
Tableau V.15 : Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	51
Tableau V.16 : Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	51
Tableau V.17 : Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (en %)	53
Tableau V.18 : Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (en %)	53
Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)	57
Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)	57
Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation	59
Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (en milliards FCFA)	59
Tableau VI.5 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés	61
Tableau VII.1 : Évolution de la population	74
Tableau VII.2 : Évolution de quelques données socio-économique	74
Tableau VII.3 : Évolution des recettes budgétaires (en milliards FCFA)	74
Tableau VII.4 : Évolution de l'encours de la dette publique du Burkina Faso (en milliards FCFA)	74
Tableau VII.5 : Évolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements	75
Tableau VII.6 : Évolution des opérations financières de l'Etat (en milliards FCFA)	75
Tableau VII.7 : Balance des paiements (en milliards FCFA)	75
Tableau VII.8 : Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA)	75
Tableau VII.9 : Quelques critères de convergence de l'UEMOA	76
Tableau VII.10 : Quelques critères de convergence	76

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I.1: Évolution et structure de la population	15
Graphique I.2: Évolution du taux d'accroissement naturel (en %)	15
Graphique I.3: Évolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (en millions FCFA)	17
Graphique I.4: Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (en millions FCFA)	17
Graphique I.5: Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2019 (en %)	17
Graphique I.6: Répartition des dotations budgétaires par programme en 2019 (en %)	17
Graphique I.7: Évolution de l'effectif du personnel du ministère	19
Graphique I.8: Évolution du taux de féminisation du Ministère	19
Graphique I.9: Répartition du personnel par groupe d'âge en 2019	19
Graphique I.10: Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2019 (en %)	19
Graphique I.11: Répartition du personnel par région en 2019	19
Graphique II.1: Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (en milliards FCFA)	22
Graphique II.2: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2019 (en point de %)	22
Graphique II.3: Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel en %	22
Graphique II.4: Évolution du PIB réel/habitant (en milliers FCFA)	22
Graphique II.5: Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (en milliards FCFA)	24
Graphique II.6: Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (en %)	24
Graphique II.7: Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %)	24
Graphique III.1: Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA)	28
Graphique III.2: Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards FCFA)	28
Graphique IV.1: Évolution de la structure du compte des transactions courantes (en milliards FCFA)	31
Graphique IV.2: Évolution de la structure du compte financier (en milliards FCFA)	31
Graphique IV.3: Évolution du compte de capital et ses composantes (en milliards FCFA)	31
Graphique IV.4: Évolution du solde global de la balance de paiement	31
Graphique IV.5: Évolution des principaux produits d'exportation (en % des exportations totales)	33
Graphique IV.6: Évolution du solde commercial (en milliards FCFA)	33
Graphique IV.7: Évolution du taux de couverture (%)	33
Graphique V.1: Évolution de la structure des recettes (en %)	36
Graphique V.2: Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (en milliards de FCFA)	36
Graphique V.3: Évolution des recettes par nature (en milliards FCFA)	36
Graphique V.4: Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (en milliards FCFA)	36
Graphique V.5: Évolution de la structure des dépenses budgétaires par titre (en %)	38
Graphique V.6: Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (en milliards FCFA)	38
Graphique V.7: Évolution des dépenses exécutées (en milliards FCFA)	38
Graphique V.8: Évolution des recettes totales et dons	41
Graphique V.9: Évolution des dotations de dépense (en milliards FCFA)	41
Graphique V.10: Évolution du solde global base engagement et du solde global base caisse (en milliards FCFA)	43
Graphique V.11: Structure de la dette intérieure par institution en 2019	45
Graphique V.12: Évolution de l'encours de la dette publique (en milliards FCFA)	45
Graphique V.13: Évolution du service de la dette publique (en milliards FCFA)	45
Graphique V.14: Évolution de l'encours de la dette/PIB	47
Graphique V.15: Évolution de l'APD (en millions \$US)	49
Graphique V.16: Structure de l'APD selon le groupe de donateur (en millions \$US)	49
Graphique V.17: Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (en milliards FCFA)	51
Graphique V.18: Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (en %)	51
Graphique V.19: Évolution des recettes et dépenses des régions (en millions FCFA)	53
Graphique V.20: Évolution du taux d'absorption global des régions (en %)	53
Graphique VI.1: Évolution du taux de pression fiscale (en %)	57
Graphique VI.2: Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales	57
Graphique VI.3: Évolution de la structure des marchés publics en volume par type (en %)	59
Graphique VI.4: Évolution des marchés publics conclus en valeur par type (en milliards FCFA)	59
Graphique VI.5: Répartition des marchés publics conclus en volume en 2019 par mode de passation (en %)	59
Graphique VI.6: Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2019 par mode de passation (en %)	59
Graphique VI.7: Évolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (en milliards FCFA)	61
Graphique VI.8: Évolution du profil des clients/membres des SFD (en %)	61
Graphique VI.9: Répartition des points de services agréés de SFD par région	61

RESUME EXECUTIF

Le Tableau de bord statistique 2019 de l'économie et des finances analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2019 regroupés dans cinq domaines : (i) secteur réel, (ii) secteur monétaire, (iii) secteur extérieur, (iv) finances publiques et (v) autres statistiques du ministère.

Secteur réel : En 2019, l'activité économique a eu un rythme de croissance de 5,7% du PIB réel contre 6,7% en 2018. Cette croissance a été tirée par le secteur tertiaire et les impôts et taxes qui y ont contribué avec respectivement 44,2% et 12,2%.

Secteur monétaire : la situation monétaire du Burkina Faso à fin décembre 2019 a été marquée par une hausse des Actifs extérieurs nets de 4,5%, des créances intérieures de 12,7% et des passifs non monétaire 14,2%, induisant un accroissement de la masse monétaire de 338,14 milliards FCFA soit une hausse de 9,1% contre 10,4% en 2018.

Secteur extérieur : le déficit du compte des transactions courantes augmenterait de 160,64 milliards FCFA en 2019 pour atteindre 529,90 milliards FCFA suite à l'aggravation du déficit de la balance commerciale et du compte des services. Le solde du compte de capital afficherait un excédent de 99,80 milliards FCFA, en baisse de 43,2%. L'ensemble des transactions avec le reste du monde a un solde global excédentaire de 65,03 milliards FCFA contre 116,29 milliards FCFA en 2018.

Finances publiques

■ Recettes et de dépenses de l'Etat

En 2019, les recettes totales et dons se sont établis à 1 881,97 milliards FCFA, soit 136,10 milliards FCFA en sus par rapport à 2018. De 2010 à 2019, elles ont progressé de 8,8% par an.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 2,3% par rapport à 2018 pour atteindre 2 177,42 milliards FCFA. Sur la période 2010 à 2019, elles ont progressé à un rythme annuel de 8,1%.

Le solde courant est de 103,21 milliards FCFA contre 147,41 milliards FCFA en 2018. Le solde global base engagement s'est amélioré de 86,79 milliards FCFA en 2019. Et enfin, le déficit du solde global base caisse s'est aussi amélioré de 180,35 milliards FCFA.

■ Dette publique

L'encours de la dette publique a augmenté de 17,9% par rapport à 2018, porté par ses deux composantes (extérieur 14,6% et intérieur 22,1%). Sur la période 2010-2019, il est passé de 1 324,41 milliards FCFA à 3 967,53 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 13,0%.

Le service de la dette s'est affiché à 345,07 milliards FCFA en 2019, en hausse de 34,8% par rapport à 2018. Il est dominé par sa composante intérieure (76,7%). Sa progression moyenne annuelle est de 20,0%.

■ Aide Publique au Développement

En 2019, le montant de l'APD s'est établi à 1 548,72 millions \$US en hausse de 4,0% par rapport à 2018. L'APD a cru à un rythme de 4,3% par an sur la période 2010 à 2019. Elle est principalement octroyée sous forme d'aide projet pour 72,2% et constitué de dons 65,6%. L'aide multilatérale (64,5%) est prédominante. En 2019, le ratio « APD/PIB nominal » est à 9,7%. Sur la période, il a une évolution erratique. Le ratio « APD/habitant » est de 74,21 dollars US par habitant au-dessus de la moyenne de 65,74 dollars US par habitant.

Autres statistiques du ministère

■ Situation des marchés publics

Tout comme les années précédentes, le nombre de marchés conclus selon la procédure de droit commun domine (78,7%).

■ Critères de convergence

Le Burkina Faso a respecté en 2019, tous les critères de premier rang de l'UEMOA mais les deux (02) critères de second rang n'ont pas été respectés. Les six (06) critères de convergence de la CEDEAO, ont été respectés.

■ Situation des Systèmes financiers décentralisés

En 2019, sept (07) nouveaux SFD ont obtenu leur agrément. Le taux d'accès à la microfinance est à 14,7%. Le nombre de membre ou client (1 419 136) a baissé de 29,8% suite à la fermeture des comptes inactifs du réseau des caisses populaires. L'encours de l'épargne a augmenté de 18,2% pour atteindre 251,14 milliards FCFA en 2019 et celui du crédit s'est établie à 200,34 milliards FCFA (+19,7%). Le portefeuille à risque s'est encore dégradé en 2019.

Indicateurs clés	2018	2019
PIB (courants en milliards FCFA)	8920,42	9362,19
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,7	5,7
PIB réel par habitant (FCFA)	440,64	444,93
Service de la dette extérieure/Exportations(%)	3,55	3,91
Service de la dette extérieure/Recettes budgétaires hors dons (%)	5,10	4,60
Encours de la dette publique/PIB nominal (%)	42,79	48,08
Aide publique/PIB nominal (%)	8,98	11,55
Aide publique par habitant (en milliers de FCFA)	39,55	47,63
Masse salariale/recettes fiscales (%)	52,1	57,3
Taux de pression fiscale (%)	17,3	17,5
Taux d'inflation (%)	1,9	-3,2

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme statistique national et du plan de travail 2019 du MINEFID, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), conformément à ses attributions, a produit la septième édition de l'annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF). Ce document compile les données sur une période de dix (10) ans pour les mettre à la disposition des utilisateurs des statistiques du secteur.

La DGESS produit également un Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBEF) analysant les principaux indicateurs de l'ASEF, afin de mieux appréhender la situation des différents domaines économiques et financiers. Le TBEF a pour finalité d'améliorer l'accès du public aux informations produites et de servir de guide pour les acteurs économiques ainsi que les décideurs politiques et sociaux.

Dans le but d'assurer la pertinence des analyses, cette septième édition du TBEF a été élaborée comme les éditions précédentes, suivant une démarche participative à travers l'implication de personnes ressources et des correspondants statistiques de la DGESS auprès des structures productrices des données.

*Le TBEF 2019 est articulé autour de quatre principaux points. Après l'analyse de la situation sociodémographique, les indicateurs macroéconomiques ont été analysés avant d'étudier la situation des finances publiques et boucler avec la revue de la performance du Burkina Faso en matière de convergence de l'UEMOA et de la **CEDAO**.*





I. GÉNÉRALITÉS

1.1 Situation socio-démographique

Points saillants :

- amélioration continue de l'indice de développement humain sur la période 2010-2018.

Commentaire général

Évolution démographique

Le Burkina Faso a connu au cours de ces dernières décennies une situation démographique marquée par une forte croissance de la population. En effet, avec un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 3,4% issu du RGPH 2006, les projections démographiques estiment à près de 21 millions l'effectif de la population en 2019. La structure par sexe montre que les femmes représentent en moyenne 51,7% de la population par an sur la période 2010-2019.

Indice de développement humain (IDH) et espérance de vie à la naissance

Le Burkina Faso a enregistré une hausse continue de l'Indice de développement humain (IDH) qui s'est affiché à 0,434 en 2018. Comparé à 2017, il ressort une amélioration de 1,1 point de pourcentage.

Quant à l'espérance de vie à la naissance, elle s'est progressivement améliorée, passant de 53,8 ans en 1996 à 56,7 ans en 2006. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes. En effet, l'espérance de vie des femmes est passée de 54,1 ans en 1996 à 57,5 ans en 2006, tandis que celle des hommes est passée de 53,5 à 55,8 ans sur la même période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Accroissement démographique (taux d'accroissement) : Mesure de l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait de la natalité, de la mortalité et de la migration.

Indice de développement humain : Outil synthétique de mesure du développement humain. Il chiffre le niveau moyen atteint par un pays donné sur trois aspects essentiels à savoir l'aptitude à vivre longtemps et en bonne santé (espérance de vie), l'instruction et l'accès au savoir (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation) et la possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent (PIB par habitant).

Espérance de vie à la naissance : Nombre moyen d'années que peut espérer vivre un enfant à la naissance.

Sources statistiques : Institut national de la statistique et de la démographie (Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996 et 2006, projections démographiques de 2007-2020) ; PNUD (Rapports annuel mondial sur le développement humain)

Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Effectif total	15 730 977	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060
Structure de la population (en %)										
Hommes	48,25	48,25	48,25	48,25	48,25	48,26	48,27	48,28	48,30	48,31
Femmes	51,75	51,75	51,75	51,75	51,75	51,74	51,73	51,72	51,70	51,69

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Indice du développement humain	0,329	0,331	0,343	0,388	0,402	0,402	0,42	0,423	0,434	nd
Rang	161	181	183	181	183	185	182	183	182	nd
Nombre de pays classés	182	187	187	187	187	188	189	189	189	nd

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

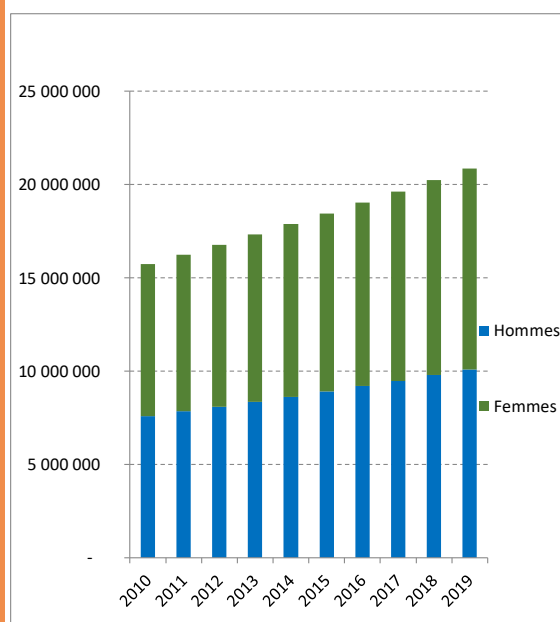
(nd)= non disponible

Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance

	1985	1991	1996	2006
Hommes	48,20	50,70	53,50	55,80
Femmes	48,80	53,20	54,10	57,50
Ensemble	48,50	52,20	53,80	56,70

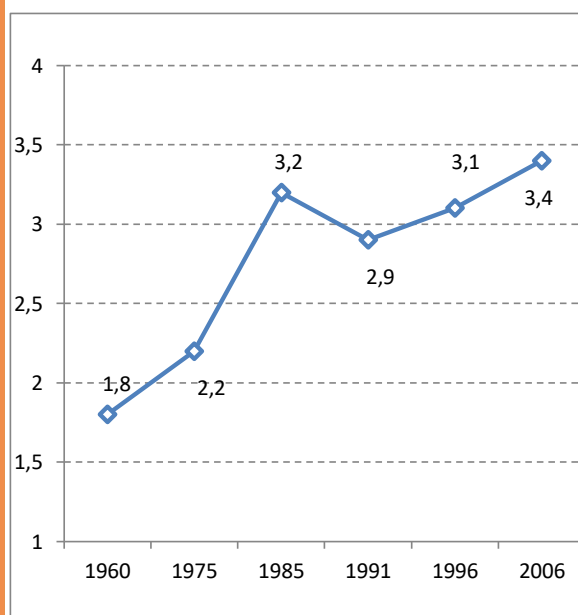
Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.1: Évolution et structure de la population



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.2: Évolution du taux d'accroissement naturel (en %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

1.2 Budget du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Points saillants :

- augmentation moyenne des dotations budgétaires de 12,9% par an sur la période ;
- hausse du taux d'exécution de 6,0 points de pourcentage en 2019.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires hors financements extérieurs

En 2019, les dotations budgétaires du Ministère se sont chiffrées à 126,47 milliards FCFA en baisse de 1,4% par rapport à 2018. Cette situation imputable principalement à la baisse des dépenses de fonctionnement (-30,1%) s'expliquerait par la mise en œuvre de la politique de réduction du train de vie de l'Etat. Cependant, sur le plan national, le budget de fonctionnement a enregistré une hausse de 4,5%.

Sur la période 2010-2019, les dotations budgétaires affichent une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 12,9%. Cependant, elles ont enregistré une première baisse en 2015 de 6,2% et une seconde en 2019 (-8,0%).

La répartition des dotations par programme en 2019 montre que le programme « Pilotage et soutien des services du MINEFID » représente 48,0% du budget, suivi du programme « Mobilisation et gestion des ressources budgétaires » qui représente 20,6%. Les programmes « Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption » et « Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat » représentent respectivement 3,1% et 3,6%.

De 2010 à 2019 les dotations budgétaires ont été principalement dominées par les dépenses courantes qui ont toujours représenté plus de la moitié de la dotation globale (62,5% en moyenne), exception faite des années 2010 et 2014 où les dépenses en capital ont enregistré respectivement 51,8% et 50,1% des dotations globales.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires s'est établi à 95,6% en 2019 contre 89,6% en 2018, soit une hausse de 6,0 points de pourcentage. Cette hausse s'explique par l'augmentation de l'exécution des dépenses courantes qui sont passées de 93,1% en 2018 à 97,8% en 2019 et des dépenses en capital qui sont passées de 68,5% en 2018 à 81,4% en 2019. En rappel, le faible taux d'exécution de 2018 serait dû non seulement à une mesure des autorités visant à plafonner le nombre d'activités à délocaliser, mais aussi à la crise sociale qu'a connu le ministère.

A l'exception des deux programmes « Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption » et « Mobilisation et gestion des ressources budgétaires » (47,9% et 76,5%), les autres affichent des taux d'exécution supérieurs à 95%.

Sur la période 2010-2019, il a été enregistré des taux d'exécution des dépenses totales satisfaisants avec une moyenne annuelle de 94,9%. Concernant les dépenses courantes, le taux d'exécution moyen a été de 95,8% sur la période sous revue. Cette situation est imputable à une meilleure absorption des trois natures de dépenses à savoir les dépenses de personnel, de fonctionnement (acquisition de biens et services) et de transferts courants, qui ont enregistré respectivement des taux d'exécution moyens de 96,2%, 100,0% et 93,3%. Pour ce qui est de l'exécution des dépenses d'investissement, il a été enregistré un taux d'exécution moyen de 90,9% sur la période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution des dépenses : Rapport entre les dépenses exécutées et les dotations budgétaires y relatives

Taux de croissance annuel moyen : Il s'agit d'un ratio à progression géométrique qui donne un taux de croissance constant sur la période étudiée ($t - t_0$).

Sources : statistique : Direction de l'administration des finances, circuit informatisé de la dépense/MINEFID

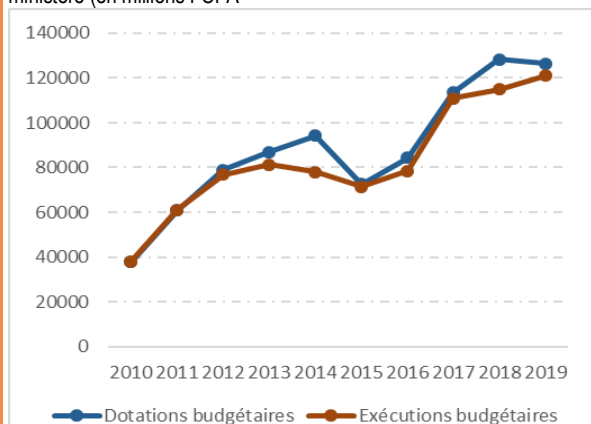
Tableau I.4: Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère hors financement extérieur (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses courantes	103,2	101,4	95,2	88,9	82,9	97,6	100,0	98,3	93,1	97,8
Dépenses de personnel	106,1	108,6	88,3	87,8	92,0	96,7	100,0	97,1	87,4	98,2
Dépenses de fonctionnement*	98,0	98,8	99,3	116,3	92,5	98,1	99,7	99,3	98,6	99,3
Transferts courants	98,3	98,3	99,3	86,7	74,0	98,7	100,0	97,3	85,2	95,5
Dépenses en capital	98,4	99,3	99,7	98,5	76,2	99,3	86,0	95,6	68,5	81,4
Total des dépenses	100,7	100,7	97,3	93,4	79,6	98,4	93,2	97,6	89,6	95,6

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

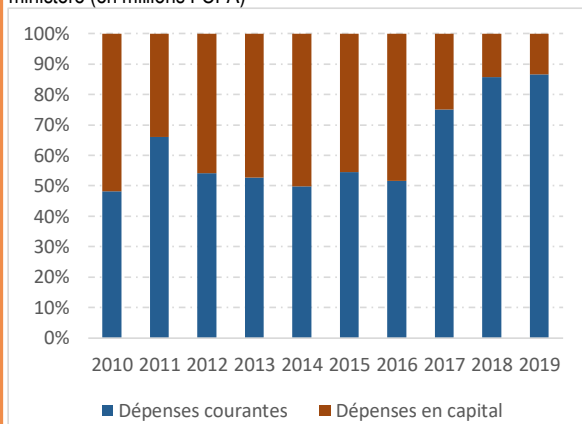
(*) à partir de 2017, cette nature de dépense s'intitule « dépenses d'acquisitions de biens et service, conformément à la nomenclature programme

Graphique I.3: Evolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (en millions FCFA)



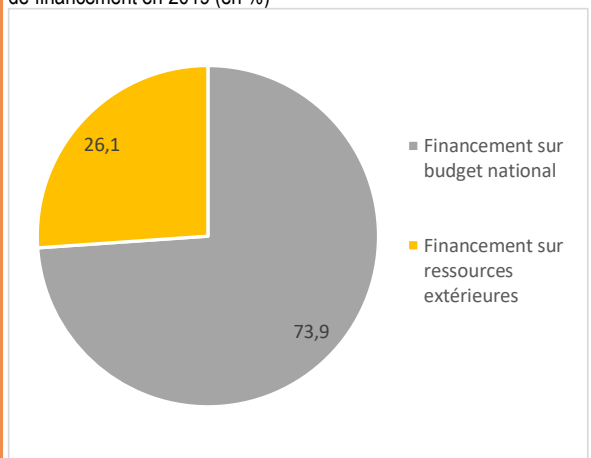
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique I.4: Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (en millions FCFA)



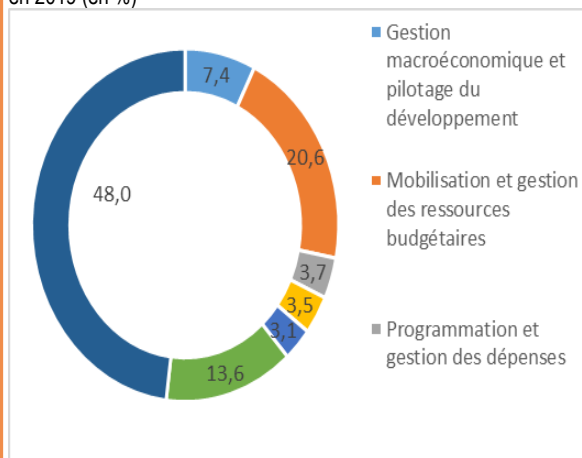
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique I.5: Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2019 (en %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique I.6: Répartition des dotations budgétaires par programme en 2019 (en %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

1.3 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Points saillants :

- augmentation continue du personnel sur la période sous revue ;
- personnel du ministère en majorité jeune avec moins de 20% de femmes ;
- 84 agents contractuels non encore reversés en 2019.

Commentaire général

Structure du personnel selon la catégorie

L'effectif du personnel du Ministère s'établit à 9 411 agents en 2019, en hausse de 99 agents par rapport à 2018. Ce personnel se compose de 36,0% d'agents de catégorie A et assimilés, de 27,3% des agents de catégorie B et assimilés, de 23,2% des agents de catégorie C et assimilés et de 13,5% représentant les catégories D, E et assimilés. Sur la période 2010-2019, l'effectif du personnel du MINEFID a connu une croissance continue passant de 6 203 à 9 411 agents, soit une augmentation moyenne de 355 agents par an. Cette tendance est observée dans toutes les catégories à l'exception de la catégorie E dont la croissance est en dents de scie à partir de 2013. Sur toute la période, on constate une prédominance des agents de catégorie A avec une part annuelle moyenne de 31,7%. La faible augmentation en 2019 s'explique par la mise en œuvre d'une nouvelle politique de recrutement en lien avec la maîtrise de la masse salariale.

Structure du personnel par statut

En 2019, le personnel contractuel représente moins de 1% de l'effectif total du ministère soit 84 agents. Comparé à 2018, cette catégorie du personnel est en baisse de 23,6% en lien avec le reversement des contractuels dans l'effectif des fonctionnaires suite à l'entrée en vigueur de la loi 081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction publique d'État. Ainsi, il est noté une baisse continue de l'effectif du personnel contractuel à partir 2016.

Structure du personnel selon l'âge et le sexe

En 2019, la répartition du personnel par âge laisse entrevoir que 55,8% des agents ont moins de 40 ans. Quant à la répartition par sexe, il ressort que les femmes représentent 19,6% en 2019, en stagnation depuis 2012. Sur toute la période sous revue, le personnel du ministère est relativement jeune (moins de 40 ans) avec une proportion annuelle moyenne de 59,9%. Aussi, il est constaté une faible représentativité des femmes, avec moins de 20,0% en moyenne par an.

Structure du personnel selon l'ancienneté

En 2019, l'ancienneté du personnel du ministère est dominée par la classe « 5-9 ans » (32,4%). En somme, l'effectif du personnel ayant moins de 10 années de service en 2019 a représenté plus de la moitié (54,3%) de l'effectif total. Sur la période 2010-2019, il ressort une prédominance de l'effectif du personnel ayant moins de 5 ans de service (30,2% en moyenne), suivi de celui de la classe 5-9 ans de service (27,0% en moyenne).

Les agents ayant plus de 30 ans de service sont les moins nombreux. Ils ont représenté en moyenne 4,8% du personnel sur la période 2010-2019.

Répartition du personnel par région

En 2019, 67,7% du personnel du ministère exercent dans la région du centre. Sur la période 2011-2019, Cette région regorge en moyenne annuelle 61,6% du personnel. Cette situation est liée en partie à la prise en compte des effectifs des structures centrales et de mission dans ladite région. La région du Plateau central emploie moins de personnel avec moins de 2% en moyenne par an.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Structure du personnel : Constitution ou répartition du personnel selon la catégorie, l'âge, l'ancienneté, le statut, le sexe, etc.

Source statistique : Direction des ressources humaines/MINEFID

Tableau I.5: Évolution de la structure de l'effectif du personnel par catégorie (en %)

	2019	Variation absolue	
		/2010	/2018
Agents de catégorie A et assimilés	36,0	5,6	-0,2
Agents de catégorie B et assimilés	27,3	-0,5	0,2
Agents de catégorie C et assimilés	23,2	-1,5	0,0
Agents de catégorie D et assimilés	9,9	-4,2	0,0
Agents de catégorie E et assimilés	3,6	0,6	0,0
Effectif total	100,0	0,0	0,0

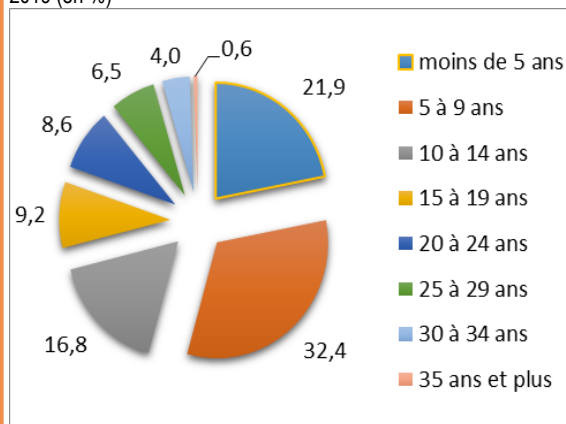
Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.8: Evolution du taux de féminisation du Ministère



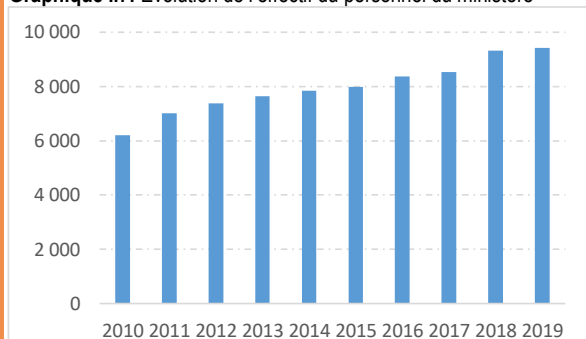
Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.10: Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2019 (en %)



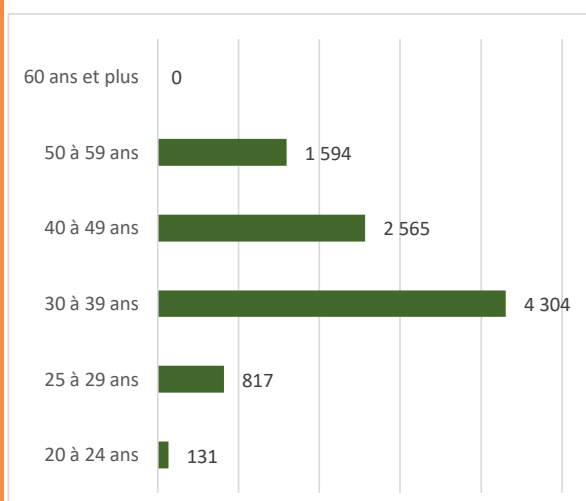
Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.7: Évolution de l'effectif du personnel du ministère



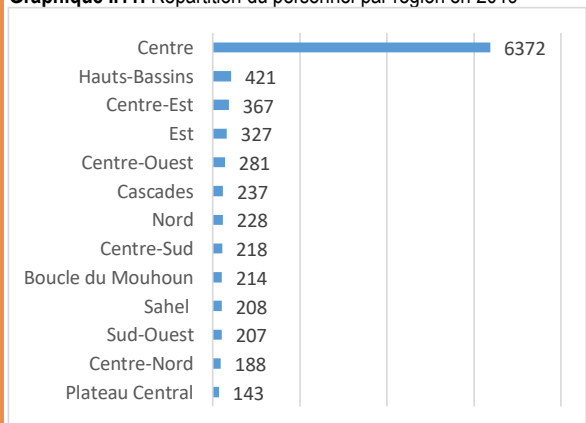
Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.9: Répartition du personnel par groupe d'âge en 2019



Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique I.11: Répartition du personnel par région en 2019



Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances



The page features a white background with two prominent diagonal stripes. One stripe, in a vibrant yellow, runs from the bottom-left towards the top-right. A second stripe, in a deep blue, runs parallel to the yellow one, positioned slightly higher and to the right, creating a layered effect.

II. SECTEUR RÉEL

II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB)

Points saillants :

- ralentissement de la croissance économique provoqué par le secteur primaire ;
- bonne tenue de l'activité économique dans le secteur tertiaire.

Commentaire général

Évolution du taux de croissance du Produit intérieur brut à prix constants, base 2015

Malgré un climat social difficile notamment dans l'administration publique et une situation sécuritaire alarmante, l'activité économique nationale s'est renforcée en 2019 avec un taux de croissance de 5,7% contre 6,7% enregistré une année plus tôt. Ce ralentissement de la croissance du PIB a pour origine principale celui du secteur primaire. En moyenne annuelle, la production en volume s'est accrue de 6,5% sur la période 2010-2019. Le PIB réel/habitant est estimé à 425 520 FCFA en 2019 contre 415 024 FCFA en 2018 et 317 982 FCFA en 2010.

Évolution des valeurs ajoutées des secteurs à prix constants, base 2015

La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une croissance de 1,7% en 2019, s'affichant à 1 898,14 milliards FCFA après un accroissement de 13,3% en 2018.

Cette progression est imputable à l'agriculture dont la production s'est accrue de 1,9%, à la faveur de la campagne agricole 2019/2020 qui a occasionné une croissance de la production cotonnière de 6,3% comparativement à la campagne précédente (-25,6%). Cette croissance du secteur a été atténuée par la baisse de la production céréalière de 4,7%. Sur la période 2010-2019, le secteur primaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 3,7% en moyenne par an. En outre, il a contribué à hauteur de 21,4 % à la formation du PIB en 2019.

Concernant le secteur secondaire, sa valeur ajoutée s'est accrue de 2,3% en 2019, ressortant à 1 992,6 milliards FCFA contre 1947,9 milliards FCFA en 2018. Cette performance serait imputable essentiellement à la bonne tenue de l'activité dans les sous-secteurs de l'énergie (+16,2%), des BTP (+4,2%) et de l'industrie manufacturière (+3,7%). Le sous-secteur des industries extractives a enregistré une contraction de sa valeur ajoutée (-0,5%). S'agissant des BTP, sa progression a été impulsée notamment par les différents travaux d'aménagements, de réhabilitation d'infrastructure et de construction. Quant à l'énergie, sa performance pourrait s'expliquer par les productions de centrales solaires, l'opérationnalisation de l'interconnexion avec le Ghana et l'augmentation de l'offre de la Côte d'Ivoire. Le secteur a contribué à hauteur de 22,4 % à la formation du PIB en 2019. Sur la période 2010-2019, le secteur secondaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 5,9% en moyenne par an.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée s'est établie à 3 925,27milliards FCFA en 2019, en progression de 8,4% contre 3,7% en 2018. Le dynamisme de ce secteur en 2019 est porté aussi bien par les services non marchands, dont la valeur ajoutée a progressé de 11,9%, que par les services marchands qui enregistrent une hausse de 5,7%. Sur la période sous revue, le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'établit en moyenne à 7,2% par an.

S'agissant des impôts et taxes, ils ont progressé de 11,8% en 2019 après une croissance de 16,3% en 2018. La part contributive du secteur tertiaire (y compris les impôts et taxes) à la formation du PIB se chiffre à 56,4% en 2019 et à 53,3% en moyenne sur la période 2010-2019.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Produit intérieur brut réel (PIB réel) : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation.

PIB réel base 2015 : Le PIB réel constitué par la valeur des biens produits au cours de la période t mesurés à prix constants avec l'année de base notée t₀=2015.

PIB/habitant : PIB rapporté à l'effectif de la population.

Tableau II.1: Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	14,6	-2,3	8,5	6,2	4,4	-3,2	4,2	-0,2	13,3	1,7
Secteur secondaire	12,0	12,5	-1,7	4,6	10,4	6,5	5,0	5,9	2,8	2,3
Secteur tertiaire	2,7	6,6	8,6	5,4	5,1	5,6	6,7	6,2	3,7	8,4
Impôts et taxes	13,6	14,9	18,6	9,7	-12,3	7,7	9,3	21,6	16,3	11,8
Produit intérieur brut	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7

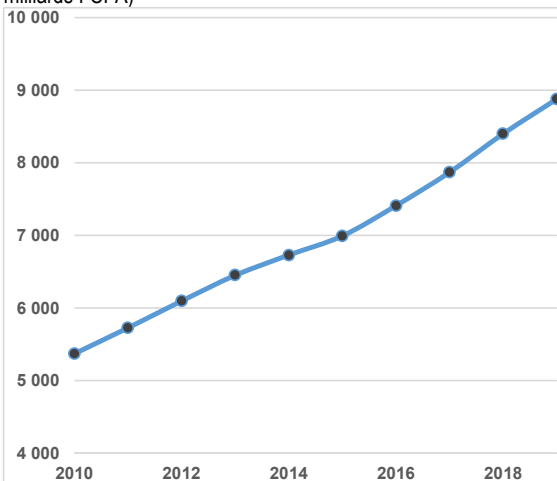
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau II.2: Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	3,6	-0,6	2,0	1,5	1,1	-0,8	1,0	0,0	2,8	0,4
Secteur secondaire	2,7	2,9	-0,4	1,1	2,3	1,5	1,2	1,4	0,7	0,5
Secteur tertiaire	1,2	2,8	3,6	2,3	2,2	2,4	2,9	2,7	1,6	3,6
Impôts et taxes	1,1	1,2	1,7	1,0	-1,3	0,7	0,8	2,0	1,7	1,4
Produit intérieur brut	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7
Ecart statistique (écart de chainage)	-0,1	0,3	-0,4	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,2

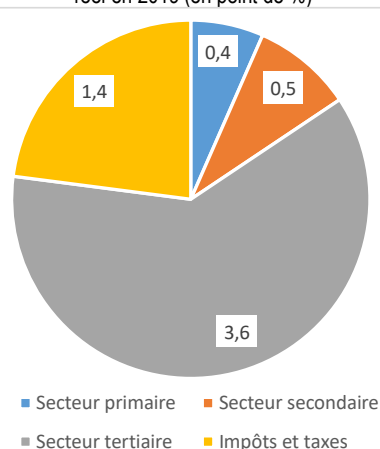
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique II.1: Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (en milliards FCFA)



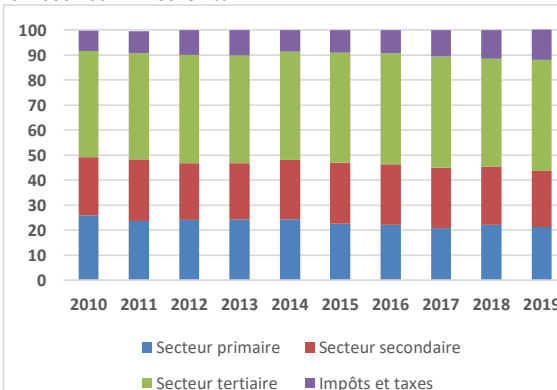
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique II.2: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2019 (en point de %)



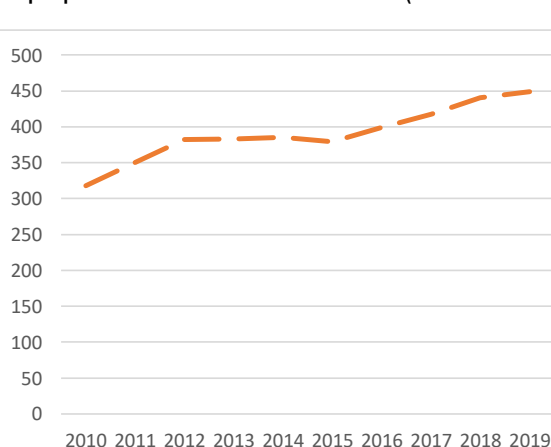
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique II.3: Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel en %



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique II.4: Évolution du PIB réel/habitant (en milliers FCFA)



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB)

Points saillants :

- augmentation continue de la consommation finale ;
- accroissement substantiel des investissements en 2019 ;
- contribution négative des échanges extérieurs à la croissance du PIB en 2019.

Commentaire général

Selon l'optique des emplois, la croissance du PIB réel en 2019 a été portée par la demande intérieure (+11,3 points de pourcentage), les échanges extérieurs ayant contribué négativement (-5,3 points de pourcentage). Cette dynamique de la demande intérieure est imputable à la consommation finale (+6,2 points de pourcentage), notamment dans sa composante privée (+3,9 points de pourcentage), et aux investissements (+5,1 points de pourcentage).

Sur l'ensemble de la période sous revue, la demande intérieure a contribué en moyenne à hauteur de 7,4 points de pourcentage à la croissance annuelle du PIB, dont 4,8 points pour la consommation finale et 2,6 points pour l'investissement.

Évolution de la consommation

La consommation finale s'est établie à 7 539,97 milliards FCFA en 2019, en progression de 7,4% (+520,36 milliards FCFA) par rapport à son niveau de 2018. Cette progression est imputable à la consommation finale privée qui s'est accrue de 5,8% (+324,09 milliards FCFA) et à celle des Administrations publiques qui a connu une augmentation de 14,0% (+196,27 milliards FCFA). Elle a contribué à la croissance du PIB réel à hauteur de 6,2 points de pourcentage en 2019 contre 2,8 points de pourcentage en 2018.

Sur la période sous revue, la consommation finale s'est accrue en moyenne de 6,2% par an, imprimée par l'amélioration de la composante publique de 10,8% et celle privée de 5,3%. La part de la consommation finale dans la formation du PIB s'est établie à 84,9% en 2019 contre 83,5% en 2018 avec une moyenne de 86,4% sur la période 2010-2019.

Évolution de l'investissement

Les investissements sont portés à 2 691,92 milliards FCFA en 2019 contre 2 262,50 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 19,0%. Cette augmentation est imputable à la Formation brute du capital fixe (FBCF) qui s'est accrue de 17,2% (+348,08 milliards FCFA). La variation de stock a contribué à hauteur de 81,65 milliards FCFA. Rapporté au PIB, l'investissement a représenté 30,3% en 2019 contre 26,9% en 2018 et une moyenne de 15,2% sur l'ensemble de la période sous revue. En outre, il a contribué à hauteur de 5,1 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019, après une contribution de 9,1 point de pourcentage en 2018.

Évolution des échanges extérieurs

Le déficit des échanges extérieurs de biens et services s'est situé à 1 328,39 milliards FCFA en 2019 contre 881,88 milliards FCFA en 2018, en aggravation de 446,51 milliards FCFA. Cette aggravation est liée à une hausse des importations (+319,79 milliards FCFA) conjuguée à une baisse des exportations (-126,82 milliards FCFA). Les échanges extérieurs ont contribué négativement de 5,3 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019 après une contribution négative de 2,4 points une année plus tôt. Sur l'ensemble de la période sous revue, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué en moyenne à hauteur de -1,3 point de pourcentage par an.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Produit intérieur brut (PIB) : selon l'optique emploi, le PIB correspond à la somme des consommations, des investissements et des exportations moins les importations.

Part contributive à la formation du PIB : c'est le rapport entre la valeur de la grandeur et le PIB de l'année n

Part contributive à la croissance du PIB : C'est la variation de la grandeur entre l'année n et n-1 rapportée au volume du PIB de l'année n-1

Écarts statistiques (écart de chainage) : Ce sont des écarts ou des biais introduits par la rétropolation faite depuis le changement de base

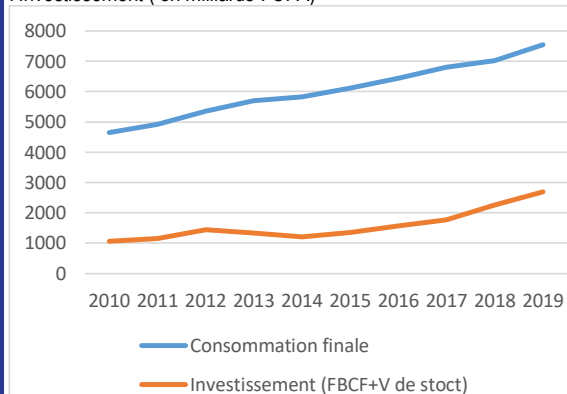
Sources statistiques: Institut national de la statistique et de la démographie, annuaire statistique national 2018, comptes provisoires 2019

Tableau II.3: Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Consommation finale des ménages	5,2	6,0	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6
Consommation publique	4,3	7,8	6,9	6,0	6,2	11,8	10,6	13,3	0,6	14,0
Consommation finale ISBSLM	9,5	-0,5	14,6	9,6	7,6	8,5	7,9	1,6	3,9	9,4
Importation des biens et services	25,0	20,2	18,5	11,9	-8,9	11,2	7,3	10,1	16,5	10,1
Exportation des biens et services	43,2	23,5	0,2	19,5	6,6	1,5	2,6	8,5	12,8	-5,5
FBCF	17,6	15,8	14,2	8,3	-12,9	16,0	13,3	9,0	22,5	17,2
Variation des stocks	79,9	-41,9	170,0	-93,6	197,4	-59,6	162,6	142,5	115,7	34,7
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	na	na	na	na	na	na	1,4	14,4	12,3	-0,5
Produit intérieur brut	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7

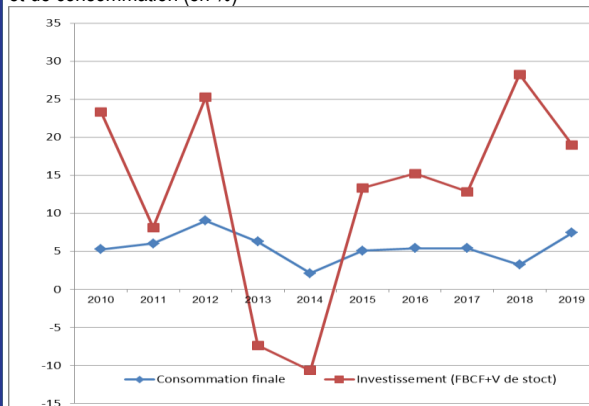
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique II.5 : Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (en milliards FCFA)



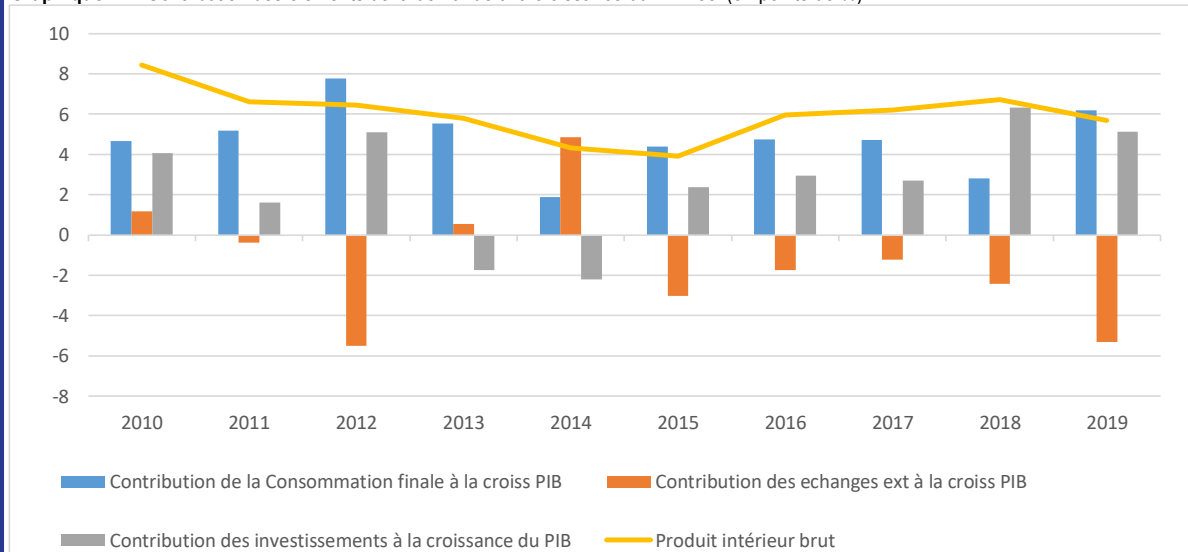
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique II.6: Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (en %)



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.

Graphique II.7: Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %)



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances.



The page features a white background with two prominent diagonal stripes. One stripe, in a vibrant green, runs from the top-left corner towards the bottom-right. A second stripe, in a bright yellow, runs parallel to the green one, positioned slightly below and to the right of it, extending from the top-right towards the bottom-left.

III. SECTEUR MONÉTAIRE

III.1. Situation monétaire²

Points saillants :

- hausse des Actifs extérieurs nets en 2019;
- augmentation des créances intérieures en 2019 ;
- accroissement de la masse monétaire en 2019.

Commentaire général

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, à fin décembre 2019, par une progression des Actifs extérieurs nets (AEN) de 4,5% (+65,03 milliards FCFA), des créances intérieures de 12,7% (+346,11 milliards FCFA) et des passifs à caractère non monétaire de 14,2% (+89,75 milliards FCFA), induisant un accroissement de la masse monétaire de 9,1% (+338,14 milliards FCFA) contre 10,4% (+351,50 milliards FCFA) en 2018.

Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 1 508,53 milliards FCFA à fin décembre 2019, en hausse de 65,03 milliards FCFA par rapport à fin décembre 2018. Cette progression est exclusivement attribuable aux AEN des Autres institutions de dépôt (AID) qui ont augmenté de 298,81 milliards FCFA. Ils se sont établis à 1 431,81 milliards FCFA à fin décembre 2019, contre 1 133,00 milliards FCFA à fin décembre 2018. Ceux de la Banque centrale s'étant par contre repliés de 233,78 milliards FCFA au cours de la même période, en effet ils sont passés de 310,50 milliards FCFA en 2018 à 76,72 milliards FCFA en 2019. Les AEN des Institutions monétaires ont connu une hausse de 832,23 milliards FCFA sur la période 2010 à 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des AEN des AID (+1 054,84 milliards FCFA) et a été atténuée par la baisse des AEN de la BCEAO (-222,61 milliards FCFA).

Créances intérieures

Les créances intérieures sont passées de 2 721,90 milliards FCFA à fin décembre 2018 à 3 068,01 milliards FCFA à fin décembre 2019, soit une progression de 346,11 milliards FCFA. Cette hausse est imputable aux créances sur l'économie (créances sur les autres secteurs) et aux Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC). En effet, les Créances sur l'économie se sont accrues de 251,50 milliards FCFA, en lien avec des crédits octroyés par les AID au secteur privé non bancaire (+266,35 milliards FCFA). Quant aux Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC) ils ont augmenté de 94,61 milliards FCFA imputable en partie aux Créances Nettes des Banques Commerciales. Les Créances intérieures ont connu une hausse de 2 253,86 milliards FCFA sur la période 2010 à 2019. Cette augmentation a été tirée essentiellement par les Créances sur l'économie (+2 049,77 milliards FCFA) et les CN-AC (+204,09 milliards FCFA).

Masse monétaire (M2)

Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 3 718,30 milliards FCFA à fin décembre 2018, pour s'établir à 4 056,41 milliards FCFA à fin décembre 2019, correspondant à une augmentation 338,14 milliards FCFA. Cet accroissement est imprimé par la circulation fiduciaire (+78,07 milliards FCFA), les dépôts transférables (+117,67 milliards FCFA) et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+142,40 milliards FCFA). La Masse monétaire (M2) a progressé de 2 774,54 milliards FCFA sur la période 2010 à 2019. Cette augmentation est imprimée par l'ensemble de ces composantes notamment les dépôts transférables (+1 316,56 milliards FCFA) et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+1 017,18 milliards FCFA).

Note méthodologique :

Masse monétaire : Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Actifs extérieurs nets : Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur l'ensemble des engagements extérieurs.

Créances intérieures : Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale.

Créances sur l'économie : Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLSM et les administrations locales.

Sources statistiques : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de juin 2020 de la BCEAO

² La nomenclature utilisée dans la présente édition est conforme à l'édition 2000 du Manuel de statistiques monétaires et financières du FMI

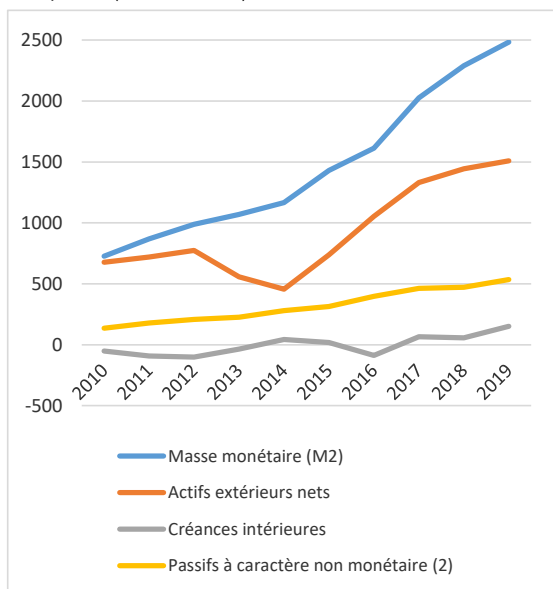
^o Il s'agit des dépôts à termes et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque centrale

Tableau III.1: Variation des principaux agrégats monétaires (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Circulation fiduciaire	-15,8	-11,9	21,4	-11	11,3	31,3	-6,2	59,6	29,0	13,5
Dépôts transférables	21,6	32,6	11,8	13,8	8,5	20,6	17,9	18,3	8,4	6,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	35,2	7,8	18	14,8	13,6	15,3	10	25,5	13,0	8,6
Masse monétaire (M2)	18	14,4	15,6	10,9	11	19,4	11,7	21,1	10,4	9,1
Actifs extérieurs nets	17,5	6,6	7,3	-27,9	-18,4	62,1	42,7	26,3	8,5	4,5
Créances intérieures	24,4	15,3	23,7	31,6	22,6	8,7	1	18,5	11,7	12,7
Passifs à caractère non monétaire	20,6	26,3	19,9	4,2	21,9	14,4	23,4	17,3	10,3	14,2
Autres postes nets	-633	-214,8	-6,5	141,5	34,1	9,2	43,3	7,9	6,6	9,2

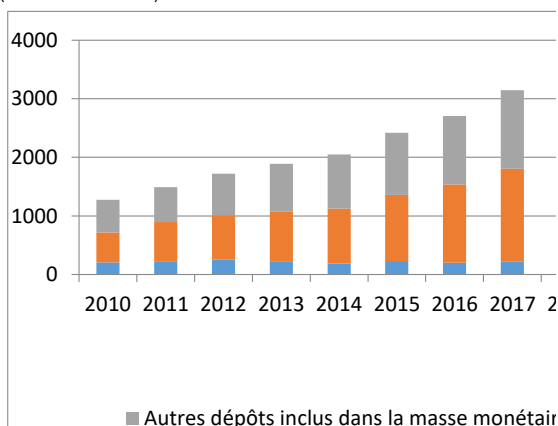
Source : BCEAO, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique III.1: Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique III.2: Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2019	2018/2017	2019/2018
Actifs extérieurs nets	1 508,53	113,38	65,03
BCEAO	76,72003	311,48	-233,78
Banques	1 431,81	-198,09	298,81
Créances intérieures	3 068,01	285,59	346,11
Créances nettes			
Sur l'Administration Centrale	151,8403	-8,84	94,61
Créances sur les autres secteurs	2 916,17	294,43	251,50
Passifs à caractère non monétaire (2)	719,8147	58,73	89,75
Autres postes nets	-199,6805	-11,30	-16,75
Masse monétaire (M2)	4 056,41	351,55	338,14
Circulation fiduciaire	655,8805	129,93	78,07
Dépôts transférables	1 828,64	133,22	117,67
BCEAO	2,174609	-0,01	1,80
Banques	1 576,25	108,99	90,02
CCP et CNE	250,2175	24,24	25,85
Masse monétaire (M1)	2 484,52	263,15	195,74
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 571,89	88,40	142,40

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau III.3: Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (en milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2019	2018/2017	2019/2018
Créances nettes sur l'Administration Centrale	151,84	-8,84	94,61
Créances nettes de la BCEAO	-41,73	-11,00	25,01
Créances	118,59	-9,38	7,12
Engagements	160,32	-0,48	-15,79
Créances nettes des banques	193,57	2,16	69,61
Créances	556,59	-0,80	92,32
Engagements	160,32	-2,96	-179,99

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances





IV. SECTEUR EXTÉRIEUR

IV.2 Situation du commerce extérieur

Points saillants :

- aggravation du déficit des transactions courantes en 2019 ;
- hausse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier en 2019 ;
- réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements en 2019.

Commentaire général

Évolution du compte des transactions courantes

Selon les dernières estimations disponibles, les transactions courantes du Burkina Faso avec le Reste du monde en 2019 se solderaient par un déficit de 529,90 milliards FCFA, en augmentation de 160,64 milliards FCFA par rapport à l'année précédente. Cette évolution du compte courant résulterait de l'aggravation du déficit de la balance commerciale (-183,77 milliards FCFA) et du compte des services (-13,45 milliards FCFA), la balance des revenus primaires enregistrerait une amélioration de son déficit de 28,13 milliards FCFA et celle des revenus secondaire une hausse de son excédent (+8,44 milliards FCFA).

La hausse du déficit commercial serait imputable à une baisse des exportations de biens contre une hausse des importations. En effet, les exportations de biens atteindraient 2 059,08 milliards FCFA en 2019, en baisse de 137,29 milliards FCFA par rapport à 2018. Quant aux importations de biens, elles se situeraient à 2 081,72 milliards FCFA en 2019 contre 2 035,25 milliards FCFA en 2018, soit un accroissement de 46,48 milliards FCFA (+2,3 %).

En ce qui concerne l'aggravation du déficit de la balance des services, elle serait la résultante de l'accroissement des achats de services auprès de non-résidents (+20,34 milliards FCFA, notamment les services de fret et d'assurance), plus importants que celui des ventes des services (+6,89 milliards FCFA) aux non-résidents.

En pourcentage du PIB, le déficit de la balance des transactions courantes se situerait à 6,3% en 2019 contre 4,7% en 2018, soit une amélioration de 1,6 point de pourcentage.

En moyenne sur la période 2010-2019, le solde du compte des transactions courantes serait déficitaire de 370,91 milliards FCFA contre un déficit de 529,90 milliards FCFA en 2019, soit une détérioration de 42,9%.

Évolution du compte de capital

L'excédent du compte de capital s'établirait à 99,80 milliards FCFA à fin décembre 2019, en baisse de 76,03 milliards FCFA par rapport à 2018, imputable aux transferts en capital reçus par l'Administration publique (-76,50 milliards FCFA). Le solde du compte de capital serait excédentaire de 151,87 milliards FCFA, en moyenne, sur la période

2010-2019 contre un excédent de 99,80 milliards FCFA en 2019, soit une détérioration de 34,3%.

Évolution du compte financier

Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs se caractériserait en 2019 par des entrées nettes de ressources de 499,00 milliards FCFA contre 313,22 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 59,3%. Cette situation serait attribuable principalement aux flux nets des autres investissements (-227,29 milliards FCFA), les investissements de portefeuille auraient enregistré une baisse de leurs entrées nettes (+42,17 milliards FCFA).

Sur la période 2010-2019, le solde du compte financier serait excédentaire de 300,58 milliards FCFA en moyenne, contre un excédent de 499,00 milliards FCFA en 2019, soit un accroissement des entrées nettes des capitaux de 66,0%.

Évolution du solde global

En somme, la balance des paiements se solderait par un excédent global de 65,03 milliards FCFA en 2019 contre un excédent de 116,29 milliards FCFA en 2018, en diminution de 51,25 milliards FCFA sur un an.

En moyenne sur la période 2010-2019, le solde global serait excédentaire de 79,81 milliards FCFA par an. À partir de l'année 2015, il y'a une inversion de la tendance du solde global de la balance des paiements qui devient excédentaire sur le reste de la période en lien avec le boom minier.

Note méthodologique :

Solde global de la balance des paiements : Ce solde récapitule l'ensemble des transactions effectuées par les agents privés entre l'économie et le reste du monde. Il correspond à la somme de la variation des actifs extérieurs nets (Banque Centrale et autres institutions de dépôts) et des écarts d'évaluation.

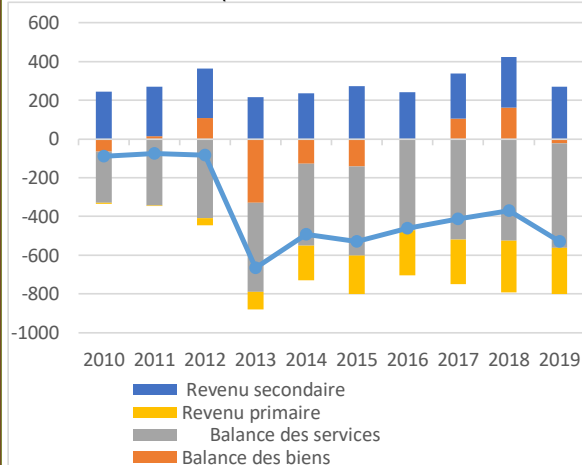
Sources statistiques : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Tableau IV.1 Variation des soldes de la Balance des paiements (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Comptes des transactions courantes et de capital	55,6	6,5	39,4	-481,1	133,1	-82,5	63,4	73,0	45,8	-236,7
Compte des transactions courantes	89,6	14,3	-7,3	-581,7	171,3	-36,1	67,0	50,3	42,8	-160,6
Biens et services	89,0	1,8	29,8	-489,2	236,4	-49,7	129,7	58,5	49,1	-197,2
Balance des biens	161,5	79,8	94,3	-437,3	200,2	-14,1	142,3	105,6	55,9	-183,8
Balance des services	-72,5	-78,0	-64,5	-51,8	36,2	-35,6	-12,6	-47,1	-6,8	-13,4
Revenu primaire	-0,6	-0,5	-35,3	-54,2	-84,3	-22,0	-32,3	1,4	-36,5	28,1
Revenu secondaire	1,2	13,0	-1,8	-38,4	19,2	35,5	-30,4	-9,6	30,3	8,4
Compte de capital	-34,0	-7,8	46,7	100,6	-38,2	-46,4	-3,6	22,7	3,0	-76,0
Compte financier	187,1	42,5	94,6	-344,6	119,4	-491,4	100,0	64,2	177,5	-185,8
Solde global	-138,7	-41,9	-47,5	-143,6	14,1	416,5	-44,2	7,6	-130,7	-51,3

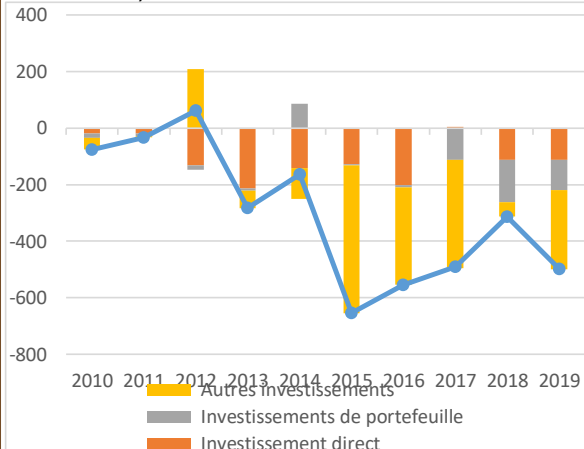
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique IV.1: Évolution de la structure du compte des transactions courantes (en milliards FCFA)



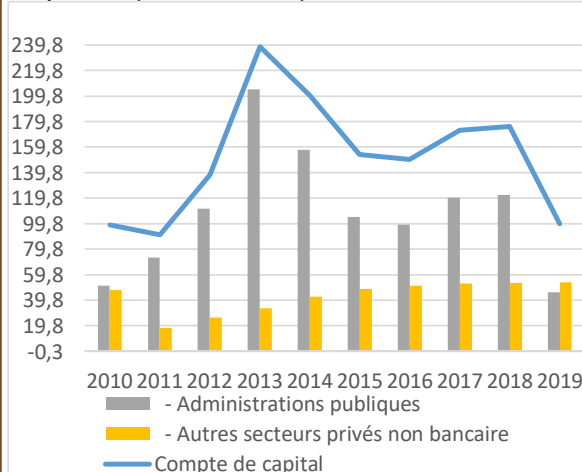
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique IV.2: Évolution de la structure du compte financier (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique IV.3: Évolution du compte de capital et ses composantes (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique IV.4: Évolution du solde global de la balance de paiement



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

NB : au niveau du compte financier, le signe négatif traduit une augmentation des entrées nettes. Pour les autres comptes, il traduit une détérioration du solde.

Points saillants

- recettes d'exportation d'or non monétaire :+138,50 milliards FCFA;
- hausse du taux de couverture des importations par les exportations en 2019 de 2,4 points.

Commentaire général

Évolution du solde commercial

Sur la base des statistiques du commerce extérieur, le solde commercial du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 556,47 milliards FCFA en 2019, en réduction de 45,15 milliards FCFA par rapport au déficit de 2018. Cette réduction du déficit résulte d'un accroissement des exportations (+98,46 milliards FCFA) plus important que celui des importations (+53,31 milliards FCFA).

Évolution des exportations

Les exportations de biens du Burkina Faso se sont situées à 1 896,72 milliards FCFA en 2019 contre 1 798,26 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 5,5%. Cette augmentation des exportations est essentiellement portée par « Or et alliages d'or à usage non monétaire » (+138,50 milliards FCFA), le « coton (y compris les linters) en masse » (+ 29,15 milliards FCFA), « Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés » (+15,77 milliards FCFA) et les « Aérodynes entraînés par un organe moteur d'un poids à vide de plus de 1500 kg » (+15,88 milliards FCFA).

De 2010 à 2019, les exportations ont augmenté en moyenne de 14,1% par an essentiellement imputable aux exportations d'or qui ont augmenté en moyenne de 15,9% par an. En 2011, les exportations d'or se sont amplifiées en lien avec le boom minier.

Évolution des importations

Les importations de biens du Burkina Faso en 2019 se sont situées à 2 453,19 milliards FCFA contre 2 399,88 milliards FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 53,31 milliards FCFA. Rapportées au PIB nominal, les importations représentent 26,2% en 2019 contre 26,9% en 2018.

Sur la période sous revue, les importations ont progressé de 10,7% en moyenne par an. Les huiles et lubrifiants et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux ont le plus contribué à cette hausse (13,6% en moyenne par an).

Évolution du taux de couverture

Le taux de couverture des importations par les exportations de biens en 2019, s'est établi à 77,3% contre 74,9% en 2018. Sur la période 2010-2019, le taux de couverture s'est établi en moyenne à 72,2%.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Solde commercial : Différence entre les exportations et les importations d'un pays au cours d'une période donnée ;

Taux de couverture : rapport entre les exportations de biens et services et les importations de biens et services. Il mesure la proportion dans laquelle les exportations du pays couvrent ses importations.

Sources statistiques : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de l'annuaire du commerce extérieur 2019 de l'INSD

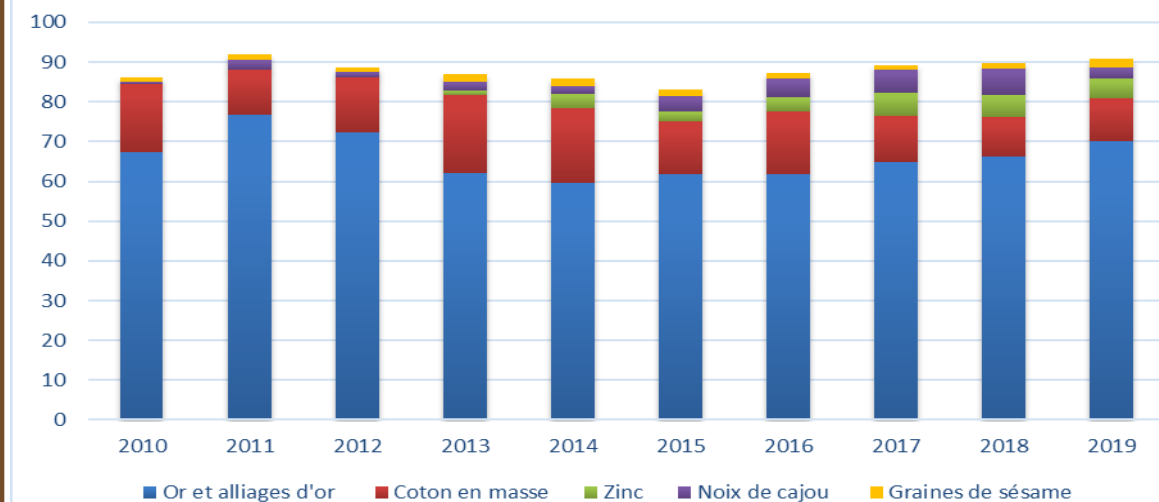
Tableau de bord statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau IV.2 Évolution de la variation des composantes de la balance des biens et services (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations	238,8	460,8	6,4	55,1	37,2	76,2	203,4	186,2	122,6	98,5
Importations	95,5	153,4	514,3	310,4	-389,8	99,7	197,7	279,7	161,9	53,3
Solde commercial	143,3	307,3	-507,9	-255,3	427,0	-23,4	5,6	-93,5	-39,3	45,2

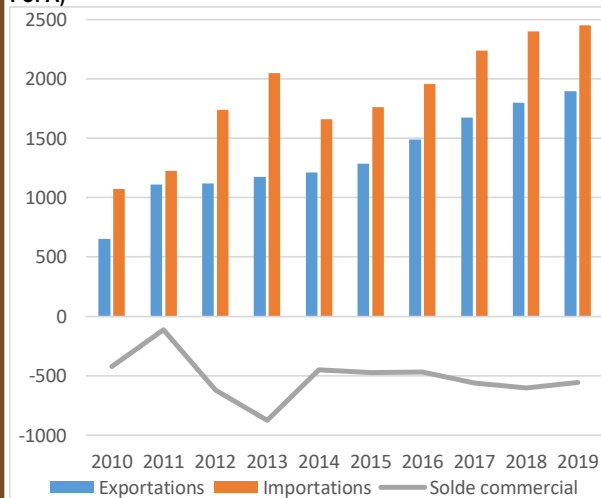
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique .IV.5 : Évolution des principaux produit d'exportation (en % des exportations totales)



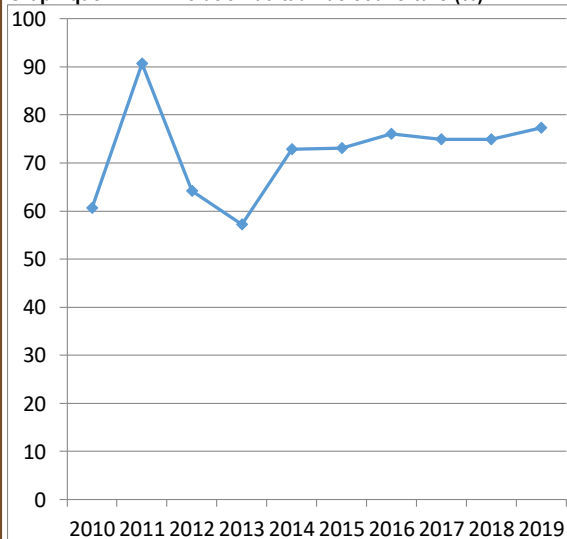
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique .IV.6 : Évolution du solde commercial (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique .IV.7 : Évolution du taux de couverture (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances





V. FINANCES PUBLIQUES

V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires

Points saillants :

- **tendance haussière des réalisations des recettes budgétaires sur la période sous revue ;**
- **baisse du taux de réalisation des recettes budgétaires en 2019.**

Commentaire général

Évolution des recettes budgétaires par nature

Le budget est présenté suivant la configuration « Budget programme » depuis l'année 2017 et les emprunts projets et programmes sont classés dans les opérations de trésorerie.

Les prévisions de recettes budgétaires se situent à 2 107,94 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 312,02 milliards FCFA en valeur absolue et de 17,4% en valeur relative par rapport au niveau de 2018. Cette situation s'explique par une progression des prévisions des recettes ordinaires (+22,2%) et en particulier des recettes fiscales (+16,1%) et des recettes non fiscales (+96,3%).

De 2017 à 2019, les prévisions de recettes ont enregistré une baisse de 0,2% en 2018 et une hausse de 17,4% en 2019. Le niveau en 2019 est imputable à l'augmentation des recettes ordinaires (15,3%).

Sur la période 2010 à 2016, l'analyse des prévisions des recettes indique une tendance haussière avec une variation annuelle moyenne de 9,1%. Cependant, des baisses de prévisions sont constatées en 2014 (-2,5%) et en 2015 (-6,2%).

Le recouvrement des recettes s'est situé à 1 805,16 milliards FCFA en 2019, traduisant une augmentation de 213,70 milliards FCFA par rapport à 2018, soit un taux d'accroissement de 13,4%. Cette hausse se justifie en grande partie par les effets du processus de modernisation des administrations fiscale et douanière notamment la mise en œuvre des télédéclarations et des télépaiements en 2019.

De 2017 à 2019, la situation des recouvrements des recettes budgétaires affiche une tendance haussière avec un taux de croissance annuel moyen de 10,2%.

Sur la période de 2010 à 2016, il est constaté une tendance haussière des recettes budgétaires avec une croissance annuelle moyenne de 11,2%. Cependant, une baisse de 154,60 milliards FCFA (10,5%) est observée en 2014 liée aux troubles socio-politiques.

La mobilisation de recettes budgétaires rapportées aux prévisions présente des taux d'exécution annuel moyen de 79,6% sur la période 2010-2016 et de 85,5% pour les années de 2017 à 2019.

Évolution des recettes propres mobilisées par régie

L'analyse de l'évolution annuelle des recouvrements des recettes de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), montre une évolution en dents de scie de 2010 à 2015. À partir de 2016, ses recouvrements ont évolué avec une tendance haussière jusqu'en 2019. Quant à la Direction générale des impôts (DGI), sur la période sous revue, elle a connu une progression continue de ses recouvrements sauf en 2015 où elle enregistre une baisse de 3,5%. Les recouvrements de la Direction générale des douanes (DGD) présentent la même évolution que celle de la DGI et enregistrent aussi un repli de 9,4% en 2014 et de 0,1% en 2019.

En 2019, par rapport aux recettes totales, la DGI a contribué à 46,8%, la DGD à 35,3% et la DGTCP à 17,9%. Sur la période sous revue, les taux de réalisation des régies affichent des niveaux satisfaisants. En effet, le taux moyen annuel de mobilisation des recettes s'établit à 106,3% pour la DGTCP, 100,1% pour la DGD et 97,2% pour la DGI, soit un taux global annuel moyen de 98,3%.

Note méthodologique :

Taux de réalisation : Rapport des recouvrements sur les prévisions. Le taux annuel moyen est déterminé à partir de la moyenne arithmétique.

Taux de variation : Variation relative entre le recouvrement/prévisions de l'année (n) par rapport à l'année (n-1). Le taux moyen annuel est déterminé à partir de la moyenne géométrique.

Taux de décaissement : Rapport entre les décaissements et les prévisions des recettes extraordinaires.

Sources statistiques : Direction générale du Budget/Circuit informatisé de la dépense, Régies de recettes

Tableau V.1: Taux de réalisation des recettes budgétaires (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	94,1	115,9	107,1	94,9	84,6	92,7	93,4
Recettes fiscales	91,9	118,5	109,0	95,0	82,1	91,8	92,3
Recettes non fiscales	105,6	100,0	94,9	96,6	112,5	99,9	102,2
Recettes en capital	99,8	113,5	80,6	51,4	43,5	116,2	49,5
Recettes extraordinaires	46,0	41,3	49,0	50,5	43,8	70,0	70,8
Dons	50,5	55,0	44,8	41,5	34,7	66,8	59,4
Emprunts	40,0	20,2	55,9	67,6	59,6	74,7	79,5
Recettes budgétaires	73,7	83,9	82,8	77,5	71,1	84,9	85,7

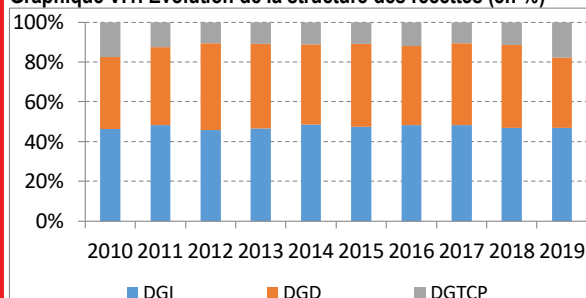
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes

Tableau V.2: Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (en %)

	2017	2018	2019
Recettes ordinaires	93,8	95,8	90,4
Dont			
Recettes fiscales	90,6	95,3	88,8
Recettes non fiscales	114,9	91,3	94,2
Recettes extraordinaires	34,5	51,9	53,6
Dons programmes	23,3	66,6	59,8
Dons projets et legs	65,8	41,9	42,9
Recettes budgétaires	82,1	88,6	85,6

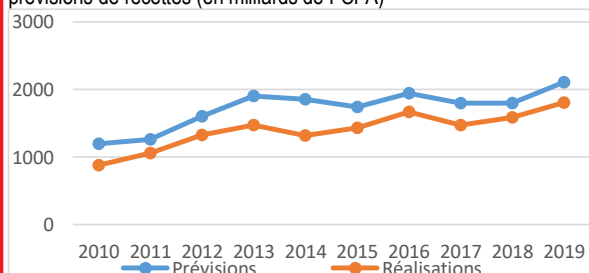
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.1: Évolution de la structure des recettes (en %)



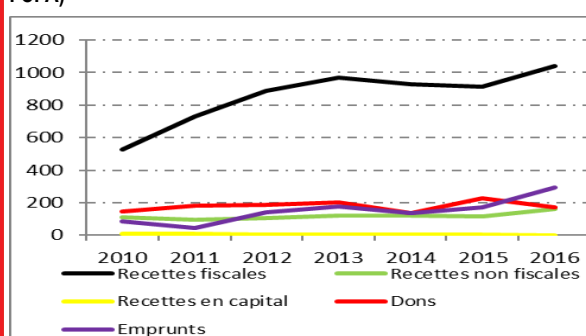
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.2: Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (en milliards de FCFA)



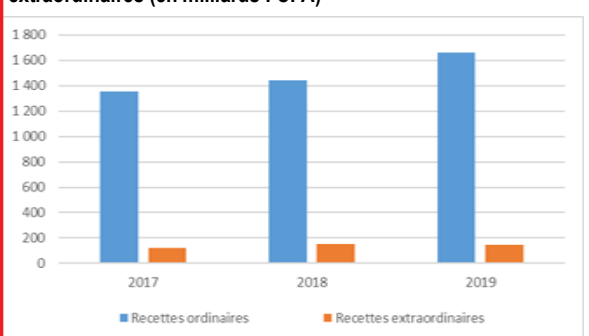
Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.3: Évolution des recettes par nature (en milliards FCFA)



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.4: Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (en milliards FCFA)



Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances, régies de recettes.

V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires

Points saillants :

- hausse de la charge financière de la dette depuis 2017 ;
- faible niveau des transferts en capital en 2019.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2019, les dotations globales ont augmenté de 8,0% (+174,74 milliards FCFA) par rapport à 2018 où elles étaient de 2 191,93 milliards FCFA. Cette hausse des dotations s'explique essentiellement par celle des dotations destinées à l'exécution des dépenses ordinaires en particulier les dépenses de personnel (19,9%) et les dépenses de transferts courants (20,8%).

Les dépenses ordinaires sont prépondérantes sur celles en capital avec une part moyenne de 55,7% et de 63,8%, respectivement pour les périodes 2010-2016 et 2017-2019.

Sur la période 2010-2016, les dotations budgétaires ont connu une tendance haussière avec un taux de progression annuel moyen de 9,2% passant de 1 197,00 milliards FCFA en 2010 pour se situer à 1 945,21 milliards FCFA en 2016.

Les dotations sont passées de 2 297,78 milliards FCFA en 2017 à 2 366,67 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 3,0%. Cette hausse est portée par les dépenses courantes, en particulier les dépenses de personnel et les transferts courants.

Les dotations des dépenses de personnel ont connu une hausse continue sur la période 2010-2019 avec une croissance annuelle moyenne de 14,8%. La hausse continue de cette catégorie de dépense est essentiellement liée à la prise en charge des effectifs additionnels et de la revalorisation des éléments de rémunération.

Depuis 2017, les dotations des charges correspondant essentiellement à celles occasionnées par le remboursement des intérêts des prêts, ont connu une hausse continue passant ainsi de 67,69 milliards FCFA à 100,00 milliards FCFA en 2019.

Sur la période 2010-2019, les dotations des transferts en capital ont évolué en dents de scie avec une tendance haussière, observant ainsi un pic en 2013 (41,00 milliards FCFA) avec un taux de progression annuel moyen de 68,1%. En outre, il faut noter que les dotations des transferts en capital ont connu une baisse drastique en 2019 par rapport à 2018, passant de 25,50 milliards FCFA à 5,06 milliards FCFA (-80,2%). Cette situation est liée au fait que l'Etat a réduit ses interventions pour la restructuration de certaines entreprises.

Concernant les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, elles observent depuis 2017 une tendance baissière passant ainsi de 965,71 milliards FCFA en 2017 à 711,26 milliards FCFA en 2019. En effet, les efforts engagés par le gouvernement pour la satisfaction des revendications sociales dans divers secteurs de l'administration publique ainsi que la mise en place d'un dispositif d'accueil et de prise en charge des déplacés internes suite aux attaques terroristes ont accru considérablement les dépenses à caractère social du gouvernement au détriment des investissements productifs.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires

Sur la période 2010-2016, les dépenses budgétaires sont passées de 1 090,55 milliards FCFA à 1 814,94 milliards FCFA en 2016 avec un taux d'exécution annuel moyen de 89,5%.

Les dépenses exécutées sont passées de 2 115,68 milliards FCFA (2017) à 2 137,63 milliards FCFA (2019). Le taux d'exécution annuel moyen est ressorti à 90,4% entre 2017 et 2019.

Le niveau global d'absorption des crédits budgétaires au cours de la période sous revue est tiré vers le bas par celui des dépenses en capital, en particulier celles financées par les subventions et les prêts. Les taux d'exécution par catégorie de dépenses sont ressortis en moyenne à 99,5% pour les dépenses ordinaires et 76,3% pour les dépenses en capital. Pour ce qui concerne les dépenses courantes, leur taux d'exécution moyen annuel s'est établi à 100,0% entre 2010-2016 et à 98,2% entre 2017-2019.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution budgétaire : L'exécution budgétaire rapportée à la dotation budgétaire

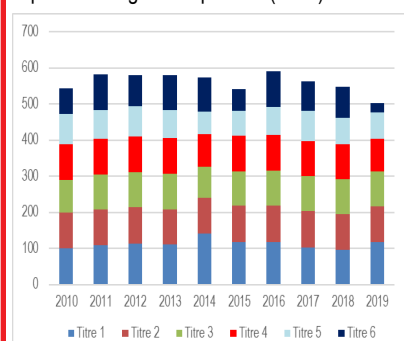
Sources statistiques : Direction générale du budget, Circuit informatisé de la dépense

Tableau V.3: Taux d'accroissement des dépenses exécutées (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses ordinaires	-1,4	17,0	31,4	-0,1	14,4	6,1	16,2	1,5	6,4	16,6
Titre 1 (charges financière de la dette)	-24,7	1,9	36,3	12,8	51,8	21,7	18,0	-69,6	37,6	21,9
Titre 2 (dépenses de personnel)	6,8	14,6	18,6	6,0	23,3	7,2	19,1	11,0	12,3	21,4
Titre 3 (dépenses d'acquisition de B&S)	-3,0	7,1	24,2	-2,2	-13,9	15,8	8,0	36,7	10,7	4,5
Titre 4 (dépenses de transfert courant)	0,2	30,3	47,6	-8,4	3,0	-5,7	14,0	19,3	-8,7	12,9
Dépenses en atténuation des recettes									814,9	-15,7
Dépenses en capital	6,2	-9,4	44,5	16,4	-31,7	-15,1	21,3	52,4	-30,8	-7,0
Titre 5 (investissement exécuté par l'État)	11,2	-9,5	44,5	11,3	-29,2	-14,5	21,0	51,2	-32,2	-3,4
État	18,1	-13,3	46,3	26,7	-38,9	-2,8	13,3	73,8	-22,1	-9,0
Subventions	-40,8	24,2	109,9	39,6	-12,7	-35,0	-4,8	19,1	-58,4	-11,7
Prêts	36,4	-13,5	8,8	-57,1	-3,4	-15,1	119,7	14,7	-51,7	43,5
Titre 6	-84,5	1,4	42,8	621,3	-77,0	-48,7	49,3	136,3	34,6	-94,1
Total dépenses budgétaires	1,9	4,9	36,6	6,8	-6,7	-1,0	17,7	16,5	-8,0	9,8

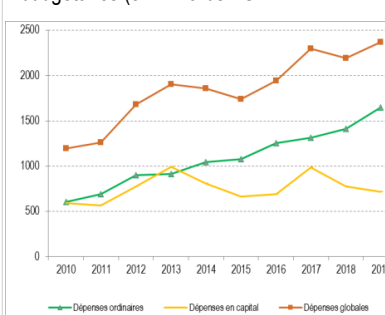
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.5: : Évolution de la structure des dépenses budgétaires par titre (en %)



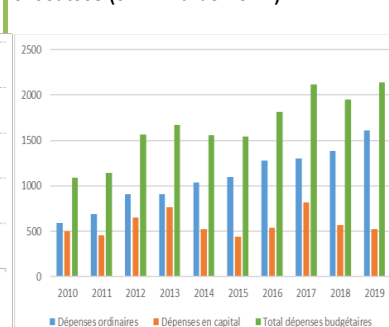
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.6: : Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.7: : Évolution des dépenses exécutées (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses)

Points saillants :

- hausse continue des recettes totales depuis 2015, en moyenne 13,4% par an;
- hausse des dépenses totales en 2019 de 3,0% ;
- poursuite de la baisse des dépenses d'investissement en 2019.

Commentaire général

Évolution des recettes totales et dons

En 2019, les recettes totales et dons se sont établis à 1 881,97 milliards FCFA, enregistrant une nette amélioration de 136,10 milliards FCFA par rapport au niveau de 2018, soit un taux d'accroissement de 7,8%. Cette situation est essentiellement imputable à l'évolution des recettes non fiscales (+146,31 milliards FCFA), elle-même expliquée par l'augmentation des ventes non industrielles qui sont passées de 29,96 milliards FCFA en 2018 à 151,70 milliards FCFA en 2019, en lien avec l'encaissement de 120,00 milliards FCFA au titre de la licence 4G de la téléphonie mobile. En revanche, les dons ont enregistré une baisse drastique de 80,82 milliards FCFA en valeur absolue et 37,6% en valeur relative.

Sur la période sous revue, les recettes totales et dons ont connu une tendance haussière, passant de 880,22 milliards FCFA à 1 881,97 milliards FCFA, avec une progression annuelle moyenne de 8,8%. Cependant, des baisses successives ont été enregistrées en 2014 (-8,4 %) et 2015 (-3,3%), dues aux troubles sociopolitiques que le pays a connus durant cette période.

L'analyse de l'évolution des recettes totales, principalement composées des recettes courantes, montre une tendance haussière de l'ensemble de ses composantes. Concernant les recettes fiscales, elles sont passées de 565,75 milliards FCFA en 2010 à 1 424,86 milliards FCFA en 2019, avec une progression annuelle moyenne de 10,8%. Rapportées aux recettes totales, les recettes fiscales ont représenté en moyenne 87,2% sur la période. S'agissant des recettes non fiscales, elles ont évolué en dents de scie sur la période 2010-2019 avec une croissance moyenne annuelle de 12,1%. Rapportées aux recettes courantes, les recettes non fiscales ont représenté en moyenne annuelle 12,8% sur la période et 18,5% en 2019.

Sur la période 2010-2019, les dons ont été marqués par une évolution erratique avec une tendance baissière. En moyenne annuelle, les dons ont baissé de 4,3% sur ladite période. Après des contractions successives enregistrées entre 2014 et 2016, les dons ont enregistré une reprise de leur croissance en 2017 avec un taux de croissance de 7,8% (+14,11 milliards FCFA) et de 10,7% en 2018 (+20,79 milliards FCFA) avant d'enregistrer un repli de 37,6% en 2019 (-80,82 milliards FCFA).

Dépenses totales et prêts nets

En 2019, les dépenses totales et prêts nets ont connu une croissance de 2,3% par rapport à 2018, passant de 2 127,61 milliards FCFA à 2 177,42 milliards FCFA.

Sur la période sous revue, les dépenses totales et prêts nets ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 8,1%. Cette tendance est imprimée par les dépenses totales qui sont passées de 1 083,22 milliards FCFA en 2010 à 2 201,27 milliards FCFA en 2019, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 8,2%, principalement imputable à l'évolution des dépenses courantes (13,4% en moyenne par an).

En 2019, les dépenses courantes ont connu une hausse de 14,0 points de pourcentage de leur rythme de croissance, liée en partie à l'augmentation des dépenses sur les salaires (19,8%) et celles de transferts courants (25,9%). Quant aux dépenses en capital, en 2019, elles ont baissé de 26,2%, du fait de la baisse de ses sous composantes.

En 2019, les prêts nets se sont situés à -23,85 milliards FCFA contre -10,10 milliards FCFA en 2018, traduisant plus de remboursements en 2019. Les prêts nets ont connu une variation erratique sur la période 2010-2019. En moyenne, ils se sont établis à -9,40 milliards FCFA par an sur la période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Recettes totales et dons : Recettes courantes (recettes fiscales, recettes non fiscales) + Recettes en capital + Dons.

Dépenses totales et prêts nets : Dépenses courantes (dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement, intérêts dus et transferts courants) + Dépenses en capital + prêts nets

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau V.4: Taux de progression des opérations de recettes de l'État (en %)

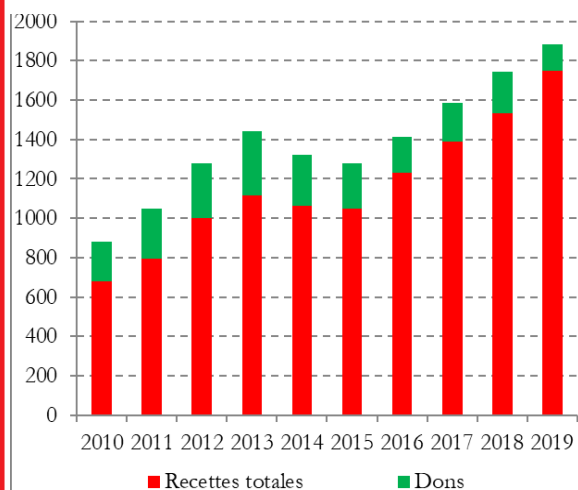
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes courantes	26,4	16,5	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2
Recettes fiscales	14,4	23,0	28,1	11,4	-5,2	-1,2	15,7	15,1	9,4	5,2
Recettes non fiscales	159,5	-15,2	10,3	15,4	-0,5	-4,3	30,7	-2,6	16,9	82,9
Recettes en capital	-94,1	107,1	19650,2	16,7	-89,6	-56,8	503,5	-100,0	-100,0	-
Recettes totales	26,4	16,5	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2
Dons	-14,4	27,5	9,4	16,9	-20,9	-10,3	-21,7	7,8	10,7	-37,6
Recettes totales et dons	14,1	19,0	21,9	13,0	-8,4	-3,3	10,4	12,3	10,2	7,8

Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

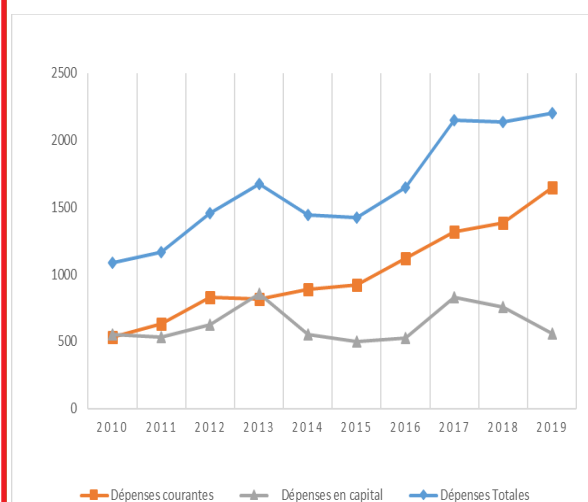
Tableau V.5: Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses Totales	13,3	7,4	25,0	15,4	-14,1	-1,2	15,5	30,7	-0,6	3,0
Dépenses courantes	6,4	18,3	31,9	-1,2	8,3	4,1	21,2	17,9	4,9	18,9
Salaires	7,6	14,5	18,1	7,0	23,0	7,1	18,3	11,4	14,1	19,8
Dépenses de fonctionnement	-4,6	7,0	24,1	-1,6	-13,7	6,9	16,9	36,0	12,7	1,1
Intérêts dus	26,6	32,5	47,8	-16,9	26,6	-0,6	49,4	6,4	39,9	20,4
Transferts courants	9,0	28,0	50,8	-7,1	-2,3	-0,5	23,0	23,2	-15,8	25,9
Dépenses en capital	20,8	-3,1	16,8	37,3	-35,4	-9,6	5,1	57,9	-9,3	-26,2
Investissements sur ressources propres	46,3	-4,5	22,3	23,5	-33,7	-8,1	11,9	68,5	-21,6	-6,3
Investissements sur ressources extérieures	3,9	-0,8	7,4	22,4	-18,8	-29,7	19,3	35,2	-7,9	-39,4
Transferts en capital et restructurations	-85,1	1,4	42,8	1642,1	-90,5	414,3	-85,1	136,4	397,8	-98,4
Prêts nets	-296,3	-142,8	-133,1	2724,1	-75,2	104,8	-31,0	-59,3	186,5	136,2
Dépenses totales et prêts nets	12,2	8,3	24,6	13,8	-13,2	-1,6	15,9	31,2	-0,9	2,3

Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.8: Évolution des recettes totales et dons (en milliards FCFA)

Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.9: Évolution des dotations de dépense (en milliards FCFA)

Source : DGESS, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.3.1 Opérations Financières de l'État (soldes caractéristiques)

Points saillants :

- détérioration du solde courant en 2019 ;
- réduction du déficit du solde global base engagement et du solde global base caisse à partir de 2018.

Commentaire général

Évolution du solde courant

En 2019, le solde courant est ressorti à 103,21 milliards FCFA contre 147,41 milliards FCFA en 2018, soit une détérioration de 44,20 milliards FCFA, traduisant une augmentation des dépenses courantes. Sur la période sous revue, le solde courant a été excédentaire avec un excédent moyen de 152,00 milliards FCFA par an. Cependant, il a connu une détérioration progressive de 2014 à 2017.

Évolution du solde global base engagement

En 2019, le solde global base engagement est ressorti à -295,45 milliards FCFA contre -381,74 milliards FCFA en 2018, soit une amélioration de 86,29 milliards FCFA. Sur la période 2010-2019, il est resté déficitaire. Le plus haut niveau de déficit est observé en 2017 (-562,90 milliards FCFA) et le plus faible en 2014 (-113,48 milliards FCFA).

Évolution du solde global base caisse

En 2019, le déficit du solde global base caisse a connu une importante amélioration de 180,35 milliards FCFA par rapport à 2018 où le déficit était de 478,39 milliards FCFA. Ce niveau est essentiellement lié au déficit enregistré au niveau du solde global base engagement. Le solde global base caisse est également resté déficitaire sur la période sous revue.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Prêts nets : différence entre les prêts effectués par l'État et les remboursements

Solde courant : différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes

Solde global base engagement : somme des recettes totales y compris dons moins les dépenses totales et prêts nets

Solde global base caisse : Solde global base engagement plus ajustement caisse

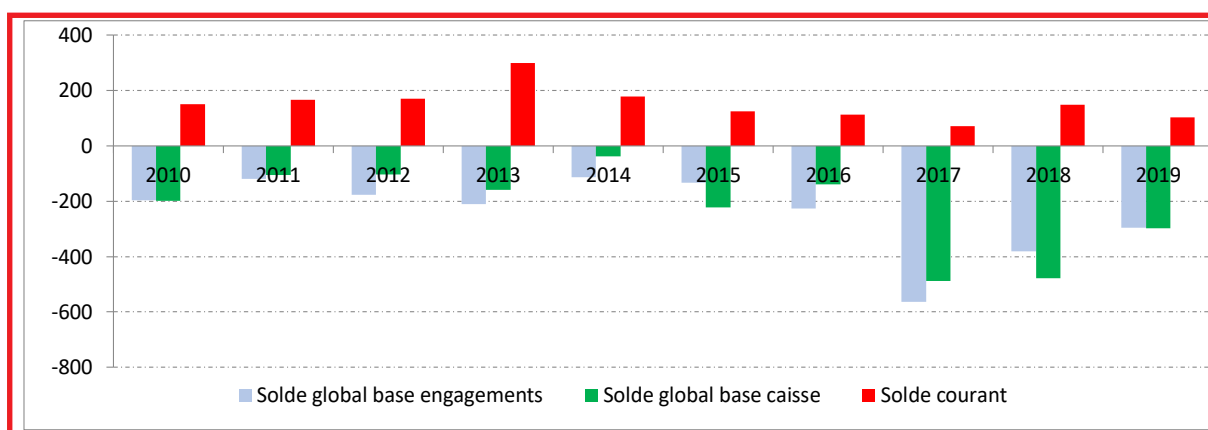
Sources statistiques : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

Tableau V.6: Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (en milliards FCFA)

	Montant en 2019	Variation en valeur		
		2017/2016	2018/2017	2019/2018
Solde courant	103,21	-41,12	76,80	-44,20
Solde global base engagement	-295,45	-337,15	181,16	86,29
Solde global hors dons (base engagement)	-429,73	-351,26	160,37	167,10
Ajustement caisse	-2,59	-12,33	-171,41	94,06
Solde global base caisse	-298,04	-349,48	9,74	180,34
Solde de base	-293,23	-287,65	141,09	78,44
Solde primaire	-178,39	-283,48	168,82	96,05
Solde primaire courant	220,28	-36,95	104,52	-24,37

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2018 de l'économie et des finances

- Variation négative = détérioration du solde
- Variation positive = amélioration du solde

Graphique V.10: Évolution du solde globale base engagement et du solde global base caisse (en milliards FCFA)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.4 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette)

Points saillants :

- tendance à la hausse de l'encours de la dette publique ;
- hausse continue de l'encours de la dette intérieure depuis 2016 ;
- hausse du service de la dette intérieure en 2019 (+48,7%).

Commentaire général

Évolution de l'encours total de la dette

En 2019, l'encours de la dette publique a connu un accroissement de 17,9% contre 21,6% l'année précédente. Il est porté par ses deux composantes (extérieur 14,6% et intérieur 22,1%). Sur la période 2010-2019, il est passé de 1 324,41 milliards FCFA à 3 967,53 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 13,0%.

Évolution de l'encours de la dette extérieure

En 2019, l'encours de la dette extérieure s'est situé à 2 188,57 milliards FCFA contre 1 909,56 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 14,6%. Il représente 55,2% de l'encours total de la dette. La composante multilatérale représente 88,9% de l'encours de la dette extérieure en 2019 et 49,0% de l'encours total. Sur la période sous revue, l'encours de la dette extérieure s'est accru à l'exception de l'année 2017 où il s'est contracté de 1,3% avec un taux d'accroissement moyen de 7,7%. La composante extérieure représente 71,0% en moyenne de l'encours total de la dette sur la période.

Évolution de l'encours de la dette intérieure

Au titre de l'année 2019, l'encours de la dette intérieure a connu une progression de 22,1% par rapport à celui de 2018. Cette hausse est essentiellement portée par les institutions financières (+207%) et les titres publics (+20%). Cet encours est dominé par les titres publics (80,6%) qui se situent à 1 505,29 milliards FCFA, soit 37,9% de l'encours total de la dette publique. Entre 2010 et 2019, la composante intérieure de la dette publique a connu un accroissement annuel moyen de 27,0% en passant de 206,33 milliards FCFA à 1 778,96 milliards FCFA. Sa proportion dans l'encours total de la dette est de plus en plus importante sur la période passant de 15,6% à 44,8%, soit une moyenne annuelle de 30,4%. Cela se justifie en partie par la prise en charge de certaines dettes des sociétés d'État (exemple : les moins-values de la SONABHY) et l'intervention sur le marché financier à travers l'émission des titres publics.

Évolution du service de la dette

En 2019, le service de la dette s'est établi à 345,07 milliards FCFA contre 256,04 milliards FCFA en 2018, soit un accroissement de 34,8%. Il est dominé par le service de la dette intérieure (76,7%). Sur la période sous revue, le service de la dette est en constante progression avec un taux d'accroissement moyen annuel de 20,0% ; il était de 66,70 milliards FCFA en 2010. Sa composante intérieure a représenté 67,4% sur la période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Service de la dette : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.

Encours de la dette : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau V.7: Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette extérieure	21,7	4,8	10,1	0,4	9	14,4	9,4	-1,3	9,6	14,6
Dette bilatérale	9,1	5,4	0,8	-2,1	2,9	8,8	1,9	-1,8	3,2	-1,1
Dette multilatérale	24,9	4,7	12,2	0,9	10,2	15,4	10,6	-1,2	10,6	16,9
Dette intérieure	22,3	39,3	22,4	24,5	19,5	9,6	27,5	40,1	42,2	22,1
Institutions financières	-31,7	497,1	0,1	59,3	-8,7	12,9	-3,5	-24,4	-43,4	207,0
Institutions non financières	-50,1	-9,9	669,1	-15,1	-6,3	-35,5	-64,8	-25,9	1833,2	-7,9
Marché monétaire et financier	46,4	29,7	4,3	27,7	31,2	14,6	39,3	49,1	31,8	20,0
Autres dettes intérieures	-32,9	-100	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette publique Totale	21,8	10,2	12,5	5,6	11,6	13,1	14,1	10,8	21,6	17,9

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau V.8: Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette extérieure	6,2	15,8	26,4	3,8	17,1	7,1	15,5	24,9	30,5	23,3
Dette intérieure	-36,4	-6,4	43,3	20,8	66,5	7,8	43,9	-7,6	69,5	76,7
Amortissement	-50	-22,1	23,2	67,4	67,8	12,6	33,1	-10,3	40,5	67,8
Charges, intérêts et commissions	156,8	36,7	74,8	-30,8	62,9	-5,3	79,4	-1,1	29,0	8,9
Total service de la dette publique	-24,8	2,1	35,9	13,9	48,3	7,6	35,7	0,4	100,0	100,0

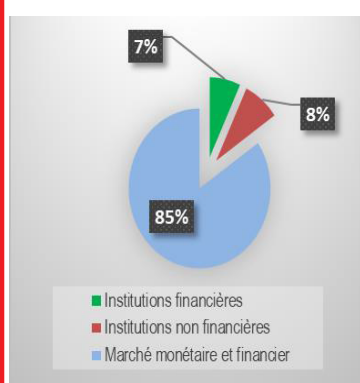
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau V.9: Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (en %)

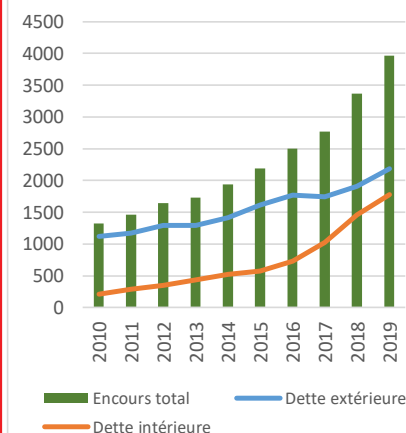
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Externe	84,4	80,3	78,6	74,7	73	73,8	70,7	63	56,7	55,2
Intérieure	15,6	19,7	21,4	25,3	27	26,2	29,3	37	43,3	44,8
Service de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Externe	38,3	43,5	40,4	36,8	29,1	29	24,7	30,7	30,5	23,3
Intérieure	61,7	56,5	59,6	63,2	70,9	71	75,3	69,3	69,5	76,7

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2018 de l'économie et des finances

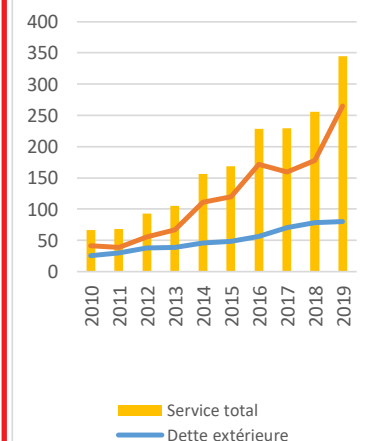
Graphique V.11: : Structure de la dette intérieure par institution en 2019



Graphique V.12: Évolution de l'encours de la dette publique (en milliards FCFA)



Graphique V.13: Évolution du service de la dette publique (en milliards FCFA)



V.4 Situation de la dette publique (ratios d'endettement)

Points saillants :

- respect des normes pour l'ensemble des ratios de soutenabilité.

Commentaire général

Évolution des ratios de soutenabilité de la dette

Les principaux ratios calculés sont : « Service de la dette extérieure/exportations (SD/XBS) », « Service de la dette extérieure/recettes budgétaires hors dons (SD/Rev) » et « Encours de la dette publique/PIB ». Tous ces critères ont été respectés sur la période.

Le ratio SD/XBS a oscillé entre 2,6% et 3,9% sur la période sous revue pour une norme de 15% au maximum.
Le ratio SD/Rev a oscillé entre 3,8% et 5,1% sur la période 2010 à 2019 pour une norme de 18% au maximum.

Le ratio encours de la dette publique/PIB est en progression continue, passant de 26,5% en 2010 à 42,3% en 2019 pour une norme de 70% maximum.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Ratio : rapport entre deux valeurs financières ou économiques (d'un pays) établissant la comparaison entre une situation et une norme donnée

Ratio d'endettement : Ce ratio compare les dettes du Burkina Faso à ses richesses et ses ressources budgétaires en vue d'évaluer sa capacité de remboursement.

NB : Le calcul du ratio Encours/PIB prend en compte l'encours de la dette des sociétés d'Etat.

Sources statistiques : DGTCP/Direction de la Dette Publique

Tableau V.10: Évolution des principaux ratios d'endettement

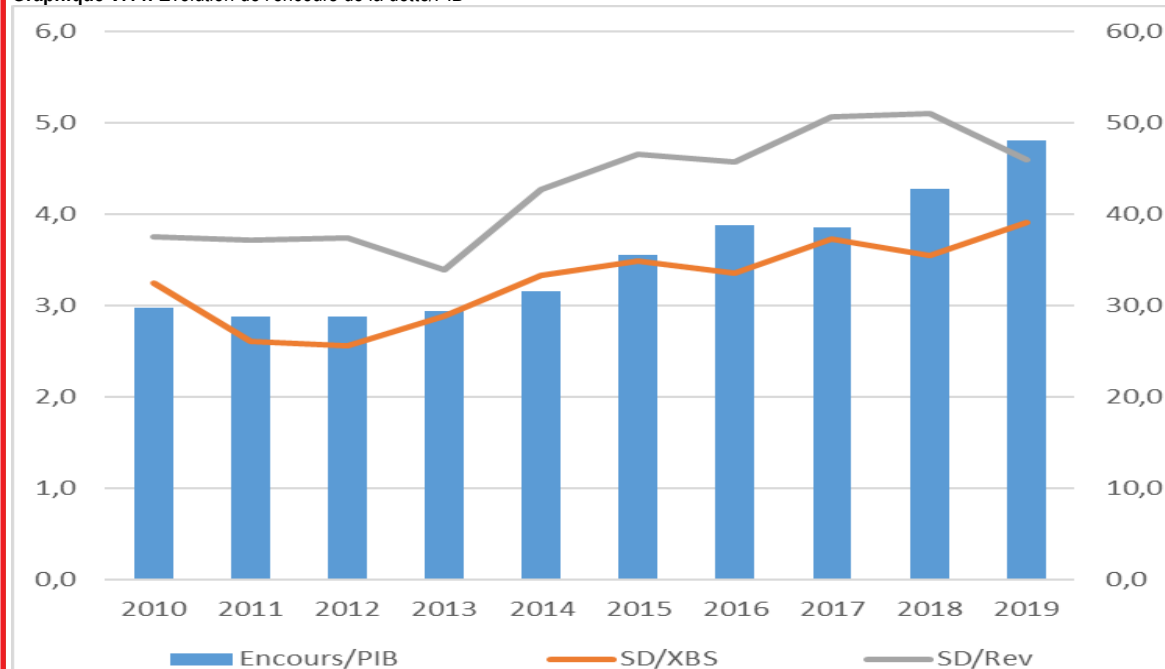
	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio de soutenabilité											
SD/XBS	<=15	3,2	2,6	2,6	2,9	3,3	3,5	3,4	3,7	3,5	3,9
SD/Rev	<=18	3,8	3,7	3,7	3,4	4,3	4,6	4,6	5,1	5,1	4,6
Critère de convergence*											
Encours/PIB	<=70	26,5	25,6	25,6	26,1	28,1	31,3	32,8	33,8	37,7	42,3

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

NB : **PIB** : Produit intérieur brut, **XBS** : Exportation des biens et services, **Rev** : Revenu (recettes budgétaires hors dons), **SD** : Service de la dette extérieure

(*) : l'encours de la dette ici prend en compte la dette rétrocédée

Graphique V.14: Évolution de l'encours de la dette/PIB



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.5 Situation globale de l'Aide Publique au Développement

Points saillants :

- tendance haussière de l'Aide Publique au Développement sur la période 2010-2019;
- trois quarts de l'APD constitués de dons ;
- prédominance de l'aide projet (69,9%).

Commentaire général

Évolution de l'APD

En 2019, le montant de l'APD s'est établi à 1 548,72 millions \$US contre 1 440,22 millions \$US en 2018, soit une hausse de 7,5%.

De 2010 à 2019, le volume de l'APD accordé au Burkina Faso a évolué de manière erratique avec une progression annuelle moyenne de 3,9%. En effet, l'APD a connu une phase de croissance entre 2010-2012 et 2017-2019. Elle a enregistré une baisse sur la période 2013-2016 en lien notamment avec le contexte socio-politique. En outre, la plus forte hausse a été enregistrée en 2018 (+26,9%) et la baisse la plus élevée a été constatée en 2014 (-3,8%).

La hausse exceptionnelle de 2018 pourrait s'expliquer d'une part, par la concrétisation des engagements pris lors de la conférence de Paris de décembre 2016 sur le financement du PNDES et d'autre part, par les mesures prises dans le cadre de l'allégement des procédures d'exécutions de marchés publics.

Évolution de l'APD par nature de financement

Selon le mode de financement (dons et prêts), en 2019, les dons ont représenté 65,6% du volume de l'APD. Au cours de la période sous revue, l'APD reste dominée par la composante « dons » qui a représenté en moyenne 75,3% de l'aide extérieure.

Pour ce qui concerne les prêts, il a été observé de 2017 à 2018, un accroissement de 134,21 millions \$US, soit 32,2% contre 115,70 millions \$US (+21,7%) de 2018 à 2019.

Quant aux dons, ils ont augmenté de 171,37 millions \$US (+16,7%) entre 2017-2018. Cependant, il a été constaté une contraction de 7,20 millions \$US (-0,7%) entre 2018-2019.

Évolution de l'APD selon les instruments de financement

En 2019, l'aide projet a représenté 72,2% du volume global de l'APD (1 118,10 millions \$US) contre 21,2% (328,86 millions \$US) pour les appuis budgétaires, 4,0% (61,32 millions \$US) pour l'assistance et secours d'urgence et 2,6% (40,43 millions \$US) pour l'aide alimentaire.

Sur la période 2010-2019, l'aide projet est restée l'instrument de financement qui a le plus contribué à la formation de l'APD avec une proportion moyenne de 69,9%. Concernant les appuis budgétaires, ils représentent en moyenne 25,4% de l'APD sur la période. Quant à « l'assistance et secours d'urgence » et « l'aide alimentaire », ils représentent en moyenne 1,8% et 2,9% respectivement.

Évolution de la structure de l'APD selon le groupe de donateur

En 2019, la structure de l'APD reçue par le Burkina Faso est composée de l'aide multilatérale qui représente 64,5% (999,56 millions \$US), de l'aide bilatérale de 30,5% (473,09 millions \$US) et 4,9% (76,07 millions \$US) au titre de la contribution des ONG. Sur la période 2010-2019, l'aide multilatérale est restée prédominante avec une proportion moyenne de 58,7%. L'aide bilatérale occupe la deuxième position avec une proportion moyenne de 37,2%.

Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

Sur la période sous revue, le ratio « APD/PIB nominal » a connu une évolution erratique et s'affiche en moyenne à 9,1% par an. Il est ressorti à 11,6% en 2019. Quant au ratio « APD/habitant », de 2010 à 2019, il s'est ressorti à 66,21 dollars US par habitant en moyenne annuelle. En 2019, ce ratio est de 81,29 dollars US par habitant.

Note méthodologique :

APD/habitant : Rapport de l'APD totale en dollars US sur la population totale de l'année.

APD/PIB : Rapport de l'APD totale sur le PIB nominal.

Sources statistiques : Direction générale de la coopération

⁵ Les instruments de financement comprennent l'aide projet, l'appui budgétaire, l'aide alimentaire et l'assistance et secours d'urgence

Tableau V.11: Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prêts	23,6	31,0	16,5	10,3	23,2	25,3	28,7	24,9	28,9	34,4
Subventions	76,4	69,0	83,5	89,7	76,8	74,7	71,3	75,1	71,1	65,6
Total APD	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau V.12: Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Aide projet (en millions de \$US)	65,5	66,1	61,6	69,1	72,7	58,8	70,7	83,6	78,8	72,2
Appui budgétaire (en millions de \$US)	31,1	32,6	29,9	22,3	24,4	38,2	25,8	11,8	16,9	21,2
Aide alimentaire (en millions de \$US)	2,4	0,9	4,6	3,4	2,0	2,3	2,9	4,6	3,5	2,6
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	1,1	0,4	3,9	5,2	0,9	0,7	0,6	0,1	0,8	4,0
Total APD (en millions de \$US)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau V.13: Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (en %)

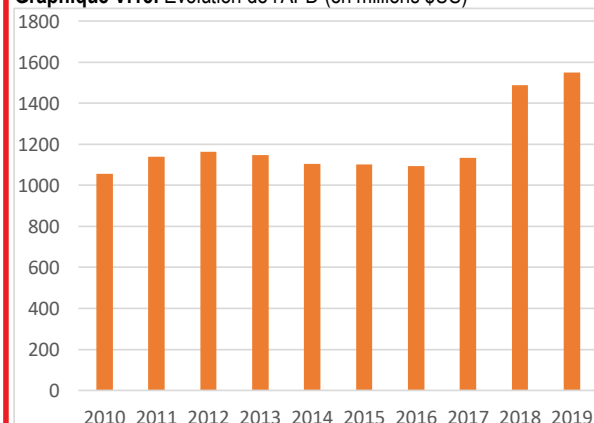
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Aide projet (en millions \$US)	-17,4	9,0	-4,9	10,6	1,3	-19,3	19,5	22,8	19,7	-1,4
Appui budgétaire (en millions \$US)	-12,2	13,0	-6,2	-26,4	5,3	55,7	-32,7	-52,8	81,8	35,5
Total APD (en millions \$US)	-16,0	7,9	2,0	-1,3	-3,8	-0,4	-0,5	3,6	26,9	7,5
Total APD (en milliards FCFA)	-8,3	-1,3	10,7	-0,9	-3,8	-0,4	17,1	1,8	21,3	13,3

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

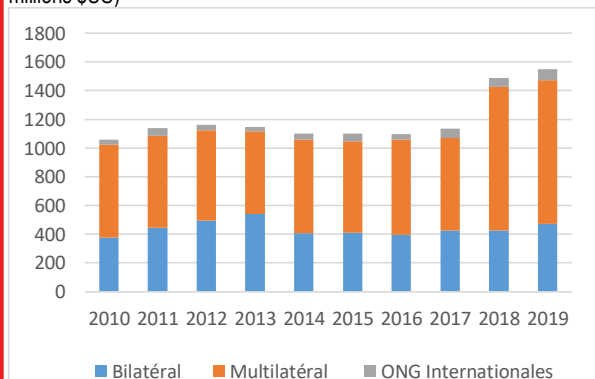
Tableau V.14: Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
APD/PIB (en %)	10,67	9,25	9,09	8,70	8,07	7,92	8,53	8,06	8,98	11,55
APD/tête (en \$US)	67,16	70,14	69,30	66,28	61,80	59,57	57,52	57,80	71,14	81,29
APD/tête en milliers FCFA	33,92	32,42	34,75	33,34	31,09	30,01	34,08	33,63	39,55	47,63

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.15: Évolution de l'APD (en millions \$US)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.16: Structure de l'APD selon le groupe de donateur(en millions \$US)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.6 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Points saillants :

- baisse drastique du soutien équipement/État de 81,8%;
- légère hausse du taux d'absorption des recettes mobilisées.

Commentaire général

Évolution des principales composantes des recettes

En 2018, le montant total des recettes des collectivités territoriales (CT) s'est chiffré à 183,44 milliards FCFA, en hausse de 10,16 milliards FCFA (+5,9%) par rapport à 2017. L'analyse de la structure de recettes montre que les recettes de fonctionnement sont passées de 89,80 milliards FCFA en 2017 à 111,63 milliards FCFA en 2018, soit un taux de croissance de 24,3%. Les recettes d'investissement ont connu une baisse sur la même période. En effet, elles sont passées de 95,00 milliards FCFA en 2017 à 87,27 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 8,1%.

La baisse des recettes d'investissement en 2018 est due en grande partie à la baisse remarquable du « soutien équipement/État » et des « Dotations liées aux compétences transférées ». En effet, ces deux rubriques ont connu respectivement une baisse de 3,98 milliards FCFA et 15,74 milliards FCFA entre 2017 et 2018.

Le report de fonctionnement a augmenté de 9,54 milliards FCFA, pour se situer à 29,16 milliards FCFA et celui des investissements a connu également une hausse de l'ordre de 9,30 milliards FCFA pour se situer à 40,14 milliards FCFA en 2018.

Sur la période 2010-2018, l'analyse des recettes des CT indique une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 13,1% pour les recettes de fonctionnement et de 10,7% pour les recettes d'investissement. Cependant, des baisses ont été constatées en 2014 pour les recettes de fonctionnement (-4,6%), et en 2014 et 2018 pour les recettes d'investissement (-3,4% et -8,1% respectivement). La baisse des recettes en 2018 est imputable à la baisse des « dotations liées aux compétences transférées » et du « soutien équipement/État ».

Évolution des principales composantes des dépenses

En 2018, le montant total des dépenses des CT s'est chiffré à 125,86 milliards FCFA, en hausse de 21,38 milliards FCFA, soit une progression de 20,5% par rapport à 2017. L'analyse de la structure des dépenses montre que les dépenses de fonctionnement sont passées de 60,52 milliards FCFA en 2017 à 83,71 milliards FCFA en 2018, soit un taux de progression de 38,3%. Les dépenses d'investissement ont également connu une hausse. En effet, elles sont passées de 55,51 milliards FCFA en 2017 à 57,64 milliards FCFA en 2018, soit un taux de progression de 3,8%.

De 50,45 milliards FCFA en 2010, les dépenses des collectivités ont connu une croissance régulière pour se situer à 125,89 milliards FCFA en 2018. Le taux de croissance annuel moyen pour les dépenses de fonctionnement est de 12,5% sur la période 2010-2018 et de 11,2% pour les dépenses d'investissement sur la même période.

Évolution du taux d'absorption

Une analyse de l'évolution des recettes et des dépenses des CT montre un taux d'absorption annuel moyen de 65,4% sur la période 2010-2018. Ce taux s'est établi à 68,6% en 2018 contre 60,3% en 2017. Le taux d'absorption des dépenses de fonctionnement a été de 75,0% tandis que celui des dépenses d'investissement s'est établi à 66,0% en 2018.

Note méthodologique :

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales

Taux de couverture : Rapport entre les recettes mobilisées et les dépenses exécutées par les collectivités territoriales

Sources statistiques : Direction générale du développement territorial /MINEFID.

Tableau V.15: Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

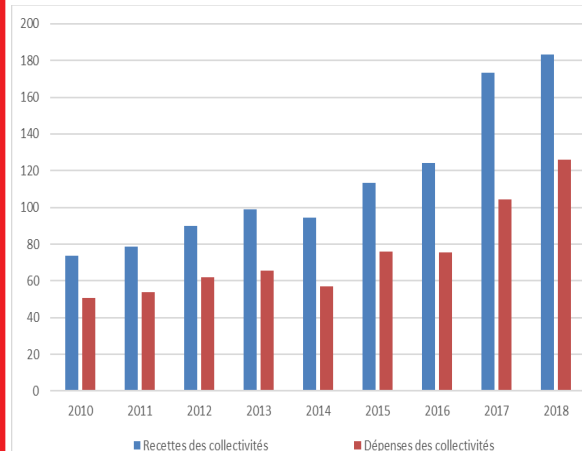
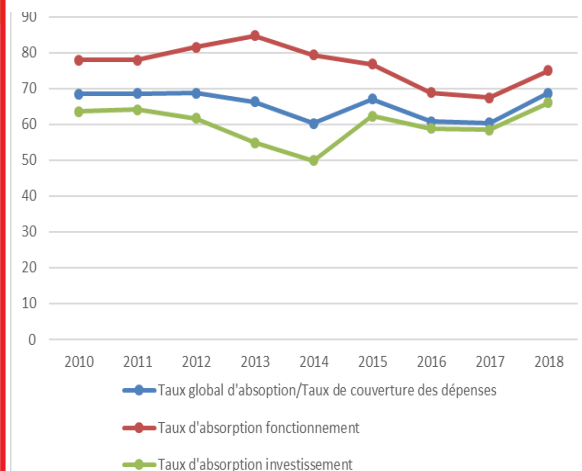
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	9,30	2,99	2,09	3,24	-2,28	12,03	2,59	27,5	21,82
Recettes fiscales	0,82	0,74	0,29	2,87	0,76	-1,16	3,66	-0,4	5,39
Recettes non fiscales (hors autres subventions)	0,56	0,29	0,37	0,70	1,05	-0,30	1,89	2,5	2,45
Dotations liées aux compétences transférées	3,51	-0,19	1,19	2,52	-6,45	9,87	-5,94	21,9	0,46
Appuis financiers de l'État (DGF, TPP, participation de l'état)	1,43	0,20	0,40	-1,84	2,40	1,53	-0,41	-1,1	3,17
Autres subventions	0,00	0,86	-1,31	0,76	0,72	-0,49	-0,81	-0,7	0,93
Report de fonctionnement	2,97	1,09	1,15	-1,77	-0,76	2,58	4,14	5,1	9,54
RECETTES D'INVESTISSEMENT	13,23	2,68	9,55	6,17	-1,95	7,25	9,06	23,6	-7,73
Épargne sur fonctionnement	1,63	0,72	0,46	0,21	0,31	0,40	0,65	2,2	3,93
Soutien équipement /État	-9,89	15,72	-14,40	0,03	-0,36	-4,13	8,08	-4,1	-3,98
Dotations liées aux compétences transférées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,34	-2,36	19,7	-15,74
Autres recettes d'investissement	17,64	-17,65	22,37	1,51	-8,26	-1,34	5,14	0,8	17,65
Report investissement	3,85	3,88	1,13	4,41	6,34	1,98	-2,84	5,7	9,30
TOTAL RECETTES (A+B-Épargne)	20,89	4,94	11,18	9,20	-4,55	18,88	11,00	48,9	10,16

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau V.16: Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement (A)	7,44	2,33	3,33	4,25	-4,6	8,0	-2,9	17,6	23,2
Épargne section de fonctionnement	1,63	0,72	0,46	0,21	0,3	0,4	0,7	2,2	3,9
Dépenses d'investissement (B)	9,00	1,88	4,92	-0,13	-3,8	11,4	3,1	13,5	2,1
TOTAL (A+B-Épargne)	14,81	3,49	7,80	3,91	-8,7	19,0	-0,5	29,0	21,4

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.17: Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (en milliards FCFA)**Graphique V.18:** Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (en %)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

V.7 Évolution des recettes et des dépenses des conseils régionaux

Points saillants :

- hausse du niveau des recettes totales du budget des conseils régionaux en 2018;
- hausse du niveau des dépenses du budget des conseils régionaux en 2018;
- faible taux d'absorption des ressources par les conseils régionaux, en moyenne 58,5%.

Commentaire général

Évolution des recettes des conseils régionaux

En 2018, les recettes totales des conseils régionaux se sont établies à 11 797,81 millions de FCFA en hausse de 2 727,17 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2017.

En effet, cette hausse est imputable principalement à l'augmentation des recettes de la région du Sahel (685,25 millions FCFA), du Centre-Nord (611,12 millions FCFA) et du Centre-Sud (600,72 millions FCFA). Les recettes totales du budget des conseils régionaux ont connu une évolution quasi régulière de 2010 à 2018 avec une croissance annuelle moyenne de 4,8%.

Évolution des dépenses totales du budget des conseils régionaux

Les dépenses totales du budget effectuées par les conseils régionaux en 2018 se sont élevées à 6 064,15 millions de FCFA contre 5 752,80 millions de FCFA en 2017, soit une hausse de 5,4% (+311,35 millions FCFA). Cette hausse est imprimée essentiellement par celle du conseil régional du Centre (+382,21 millions FCFA), du Centre-Sud (+316,49 millions FCFA) et du Nord (+228,00 millions FCFA).

Évolution des taux d'absorption des ressources des conseils régionaux

Le taux d'absorption en 2018, s'est situé à 51,4%. Ce taux est en baisse comparé à celui de 2017 qui s'était affiché à 63,4%. L'absorption des ressources reste assez faible dans la majorité des conseils régionaux en 2018. Au cours de la période sous revue, le plus fort taux est réalisé en 2012 (66,2%) et le plus faible en 2014 et en 2018 (51,4%). Le faible taux d'absorption global traduit les difficultés rencontrées par les conseils régionaux dans l'exécution de leurs budgets.

Note méthodologique :

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales.

Région/Conseil régional : Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional.

Sources statistiques : Direction générale des Collectivités Territoriale/ MATDC

Tableau V.17: Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (en %)

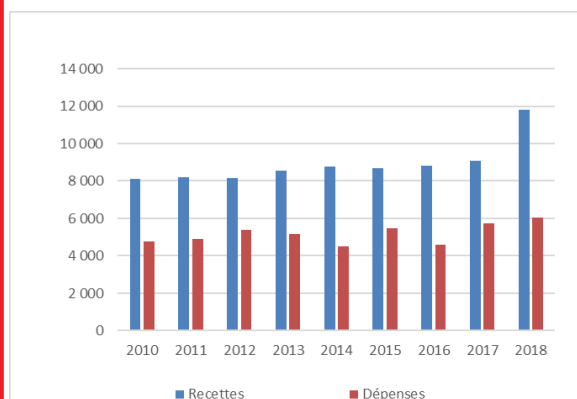
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Boucle du Mouhoun	6,0	8,4	-12,9	-5,5	20,7	-25,4	49,5	30,5	40,4
Cascades	57,9	27,4	1,8	10,6	-7,6	10,5	-17,1	34,5	50,9
Centre	50,8	-29,6	16,9	-15,9	9,7	-1,7	-16,6	18,3	-10,2
Centre-Est	16,0	-7,0	-6,4	21,2	5,4	95,9	-32,0	-0,2	-49,6
Centre-Nord	20,5	25,3	-1,7	7,3	18,9	13,0	22,9	-60,5	211,3
Centre-Ouest	10,7	14,8	2,7	21,8	-10,9	12,3	5,2	16,9	16,5
Centre-Sud	14,8	21,6	-18,2	-21,7	-12,6	-18,3	123,5	-84,2	1231,0
Est	33,1	-0,1	21,4	-9,9	39,2	-3,5	28,1	1,8	-25,8
Hauts-Bassins	67,1	70,6	-21,6	43,7	-8,3	-18,6	-8,5	-3,3	-9,2
Nord	-10,3	-11,2	8,8	55,2	-24,3	-20,1	108,1	-32,2	163,9
Plateau Central	31,8	24,5	2,3	10,8	3,7	6,1	5,5	-6,0	120,7
Sahel	36,8	35,9	-12,9	-3,1	-12,4	-7,6	43,9	53,4	113,1
Sud-Ouest	25,1	14,5	-10,6	-14,0	11,2	-31,9	31,9	139,7	65,7
Ensemble	37,8	1,5	-0,7	4,9	2,5	-1,1	1,4	3,1	30,1

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

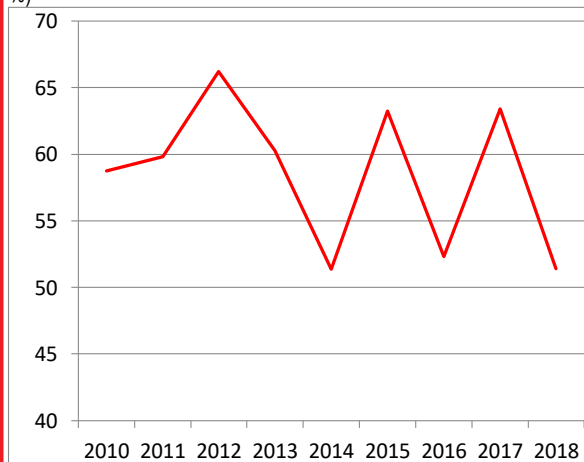
Tableau V.18: Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Boucle du Mouhoun	21,5	41,8	12,0	-22,2	18,7	3,3	1,0	64,3	4,1
Cascades	173,8	3,3	9,6	0,6	16,9	21,3	-59,7	43,2	-28,8
Centre	136,3	-35,0	37,7	-37,5	2,6	-3,9	-40,3	7,3	36,1
Centre-Est	83,7	12,1	-11,1	19,6	-62,7	745,5	-69,6	99,7	-47,2
Centre-Nord	-34,7	155,1	34,7	-14,7	-9,4	114,1	107,7	-58,9	20,9
Centre-Ouest	14,2	29,8	-10,0	40,5	-47,7	48,8	-5,8	89,9	16,3
Centre-Sud	55,2	65,0	54,9	-34,0	-31,7	51,6	7,7	72,0	109,3
Est	159,7	-18,9	76,2	-32,8	28,3	15,3	16,1	53,2	7,3
Hauts-Bassins	81,6	190,4	-48,5	134,2	-8,4	-25,5	-24,1	71,6	-51,9
Nord	-1,8	-3,4	8,5	36,7	-38,9	12,5	80,3	-14,2	81,7
Plateau Central	1,1	89,0	1,5	36,9	-47,1	171,8	16,4	-27,5	-35,5
Sahel	4,6	389,5	-15,8	77,6	-63,5	29,1	82,7	26,5	45,0
Sud-Ouest	37,2	118,9	-1,1	-24,2	20,5	33,4	-37,4	176,0	-19,6
Ensemble	89,7	3,4	9,9	-4,5	-12,7	21,8	-16,1	25,0	5,4

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.19: Évolution des recettes et dépenses des régions (en millions FCFA)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique V.20: Évolution du taux d'absorption global des régions (en %)

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances





VI. AUTRES STATISTIQUES DU MINEFID

VI.1 Critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

Points saillants :

- respect des critères de premier rang de l'UEMOA en 2019 ;
- 22,3 points de pourcentage au-dessus de la norme du ratio masse salariale sur recettes fiscales en 2019 ;
- respect de tous les critères de premier rang de la CEDEAO en 2019.

Commentaire général

Critères de premier rang de l'UEMOA

En 2019, tous les critères de premier rang ont été respectés. En effet, le critère clé « Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal », est ressorti à -3,0% contre -4,9% en 2018, respectant ainsi la norme communautaire de -3% au maximum. Quant au « Taux d'inflation annuel moyen » dont la norme communautaire exige qu'il soit inférieur ou égal à 3%, il s'est situé à -3,2% contre 1,9% en 2018. S'agissant du « Ratio de l'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal », il s'est établi à 46,4% contre 42,4% en 2018, en conformité avec la norme communautaire de 70% maximum.

Critères de second rang de l'UEMOA

En 2019, le « Ratio masse salariale sur recettes fiscales » s'est situé à 57,3%, en hausse de 5,2 points de pourcentage par rapport à 2018, pour une norme communautaire de 35% au maximum. Quant au « Taux de pression fiscale », il s'est légèrement amélioré par rapport à 2018 (+0,2 point de pourcentage) pour se situer à 17,5% en 2019 pour une norme communautaire de 20% au minimum. Pour l'année 2019, le Burkina Faso n'a respecté aucun des critères de second rang.

Critères de premier rang de la CEDEAO

En 2019, tous les quatre (04) critères de premier rang ont été respectés. Pour le critère « Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) / PIB nominal », il s'est situé à 3,0% en 2019 (norme inférieure ou égale à 3%) en amélioration de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2018. Le « Taux d'inflation en moyenne annuelle » : est ressorti à -3,2% en 2019 contre 1,9% en 2018, en conformité avec la norme communautaire qui est de 10% au maximum. Concernant le « Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale », le Burkina Faso n'a pas eu recours à un financement du déficit budgétaire par la Banque centrale. Les « Réserves brutes en mois d'importation » quant à elles, se sont nettement améliorées pour s'afficher à 5,6 mois d'importation en 2019 contre 4,8 mois en 2018 pour une norme communautaire de 3 mois d'importation minimum.

Critères de second rang de la CEDEAO

En 2019, les deux (02) critères de second rang de la CEDEAO ont été respectés. En effet, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal est passé de 42,4% en 2018 à 46,4% en 2019, soit une hausse de 4 points de pourcentage, en conformité avec la norme communautaire de 70% maximum. Quant à la variation du taux de change nominal, elle s'est située à -2,8% en 2019 contre 2,6% en 2018, pour une norme communautaire de +/-10%.

Note méthodologique :

Réserves brutes en mois d'importation : ce critère vise la stabilité du taux de change. On estime en effet que la capacité d'une banque centrale à soutenir le cours de change de sa monnaie dépend du niveau de ses avoirs en devises dont l'accumulation est fonction de la performance des secteurs d'exportation et la qualité de la gestion du régime de change par la Banque Centrale.

Le taux de change nominal : Il exerce une grande influence sur le compte courant et sur la plupart des variables macroéconomiques et constitue à ce titre, une variable fondamentale dans toute économie ouverte. Aussi, la recherche de la stabilité des taux de change à travers ce critère a pour objectif de maintenir les effets des variations monétaires sur les prix relatifs des importations et des exportations des pays membres de la région.

Sources statistiques : Comité national de politique économique.

⁶ ce sont des indicateurs de performance permettant d'apprécier le degré de réalisation des objectifs de convergence. Le non-respect de ces critères entraîne la formulation explicite de directives par le Conseil des ministres de l'Union demandant à l'Etat membre concerné de mettre en œuvre un programme de mesures rectificatives

⁷ ce sont des repères structurels indicatifs qui font l'objet d'un suivi rigoureux à cause du rôle déterminant qu'ils jouent dans la réalisation de l'objectif de viabilité des économies. Leur non-respect ne fait pas l'objet de recommandations explicites pour la mise en œuvre d'un programme de mesures rectificatives. Ils servent dans la formulation des recommandations de politiques économiques visant à assurer le respect des critères de premier rang.

⁸ Depuis la suppression des avances statutaires par la BCEAO à partir de 2007, les Etats membres de l'union n'ont plus bénéficié desdits avances statutaires pour financer leur déficit.

Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)

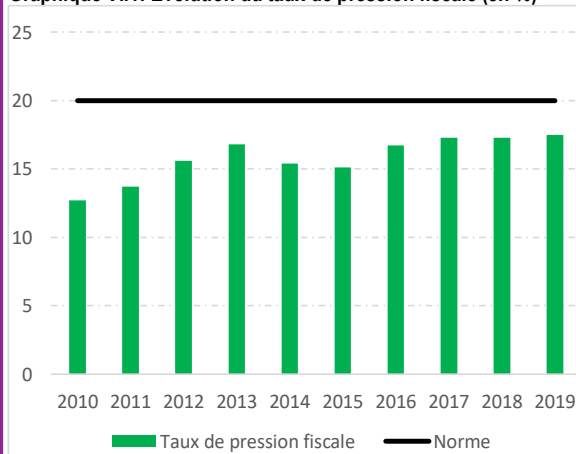
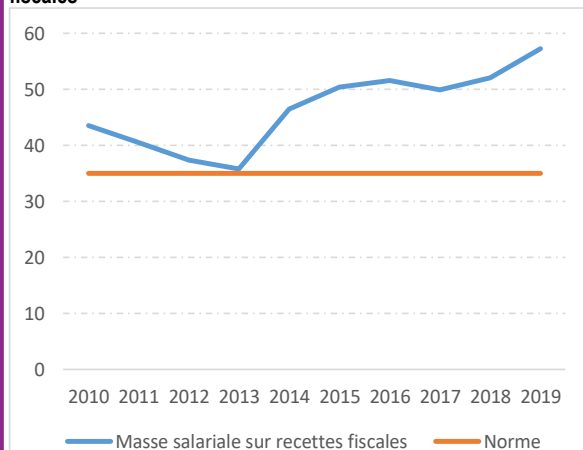
	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères de premier rang de l'UEMOA											
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥3%	-4,4	-2,3	-3,1	-3,6	-1,9	-2,2	-3,9	-7,8	-4,9	-3,0
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	28,6	31,4	28	28,6	30,8	35	38,2	38,1	42,4	46,4
Critères de second rang de l'UEMOA											
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	43,5	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	57,3
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	12,7	13,7	15,6	16,8	15,4	15,1	16,7	17,3	17,3	17,5

Source : Comité national de politique économique

Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critère de 1^{er} Rang CEDEAO											
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)/ (PIB)	≤3%	4,4	2,3	3,1	3,6	1,9	2,2	3,9	7,8	4,9	3,0
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10%	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois d'importations	6,4	7,1	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,6
Critères de second rang CEDEAO											
Ratio dette / PIB	≤70%	28,6	31,4	28,0	28,6	30,8	35,0	38,2	38,1	42,4	46,4
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/-10%)	-3,9	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8

Source : Comité national de politique économique

Graphique VI.1: Évolution du taux de pression fiscale (en %)

Graphique VI.2: Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales


Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Points saillants :

- baisse du volume des marchés publics conclus en procédure de droit commun en 2019 ;
- forte hausse de la valeur des marchés publics conclus en procédure exceptionnelle en 2019.

Commentaire général

Évolution globale des marchés publics

En 2019, le nombre de marchés conclus s'élève à 891. Comparé à 2018, il est en baisse de 6,0% (-57 marchés). En valeur, les marchés de 2019 se chiffrent à 282,37 milliards FCFA contre 158,68 milliards FCFA soit, une hausse de 78,0%.

Sur la période 2010-2019, l'analyse de l'évolution globale des marchés publics suivant le mode de passation présente une prédominance des marchés conclus selon la procédure de droit commun. Cette procédure a représenté en volume une moyenne annuelle de 83,5% et en valeur 78,8%.

Marchés publics conclus selon la procédure de droit commun

Les marchés conclus selon la procédure de droit commun ont enregistré une baisse de 67 marchés pour s'établir à 701 marchés conclus en 2019. Sur l'ensemble des marchés publics conclus selon cette procédure, il ressort que 209 (132,39 milliards FCFA) ont été conclus par Appel d'offre ouvert, 268 (4,84 milliards FCFA) par demande de prix et 124 (11,19 milliards FCFA) par demande de proposition.

Sur la période sous revue, le nombre de marchés publics conclus selon cette procédure, après avoir enregistré un pic en 2011, a entamé une forte baisse jusqu'en 2014. De 2015 à 2019, il a connu une évolution en dents de scie. En valeur, les marchés conclus selon cette procédure ont connu une évolution en dents de scie de 2010 à 2014, avant d'entamer une baisse continue jusqu'en 2017. A partir de 2018, il est enregistré une hausse continue qui porte ainsi la valeur des marchés conclus à 148,42 milliards FCFA en 2019.

Marchés publics conclus selon la procédure exceptionnelle

En 2019, le nombre de marchés conclus selon la procédure exceptionnelle a enregistré une hausse de 10 marchés pour s'afficher à 190 marchés. Cette augmentation de marchés en 2019 a entraîné une hausse en valeur de plus de 120 milliards FCFA. Par mode de passation, il ressort qu'en 2019, 63 marchés publics (97,80 milliards FCFA) ont été conclus par Appel d'offre restreint et 127 (36,15 milliards FCFA) par entente directe. Par rapport au nombre total de marchés conclus, la procédure exceptionnelle a représenté 21,3% et près de la moitié du montant total des marchés publics conclus en 2019.

Sur la période 2010-2014, le volume des marchés conclus selon la procédure exceptionnelle a connu une évolution erratique, passant de 104 à 123 marchés. À partir de 2015, ils enregistrent une tendance baissière jusqu'en 2016 avant d'observer une hausse continue à partir de 2017. Sur la période 2010-2019, 41,74 milliards FCFA en moyenne annuelle ont été utilisés dans la conclusion des contrats liés à cette procédure.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Procédure de droit commun : il s'agit des marchés publics conclus par Appel d'offre ouvert, Demande de prix, Demande de proposition suivi de manifestation d'intérêt.

Procédure exceptionnelle : il s'agit des marchés publics conclus par entente directe (gré à gré) ou par Appel d'offre restreint.

Sources statistiques : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, base de données

Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appels d'offres ouverts	125	539	-124	-507	-159	7	-79	64	140	-59
Demandes de prix	354	860	-631	-481	-122	38	-3	71	179	-30
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	4	119	-20	-94	-1	12	-23	-6	42	22
Appels d'offres restreints	-33	-5	30	-31	17	-45	-16	0	11	47
Entente directe (gré à gré)	-57	57	8	-48	-9	40	-44	9	102	-37
Total	393	1 570	-737	-1 161	-274	52	-165	138	474	-57

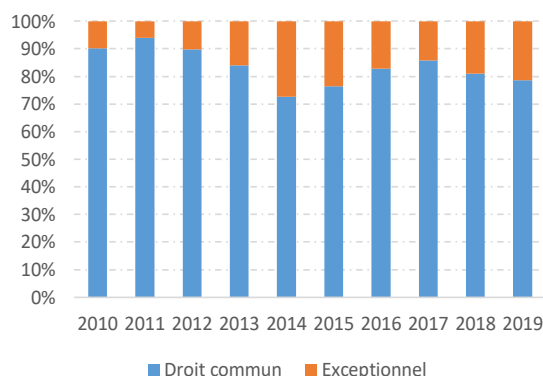
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Appels d'offres ouverts	31,16	-115,82	76,00	-65,31	128,22	-126,40	-12,37	-68,38	84,25
Demandes de prix	-0,11	3,54	-2,08	-2,11	-1,30	0,32	0,02	1,64	3,02
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	-11,49	-1,73	9,60	-9,50	4,31	4,09	1,38	-12,48	6,66
Appels d'offres restreints	-16,41	-0,55	4,49	-2,22	12,54	-23,44	-5,77	-0,06	7,90
Entente directe (gré à gré)	-12,90	-6,16	20,27	-9,25	-6,31	43,09	-40,44	6,67	-7,62
Total	-9,75	-120,73	108,29	-88,38	137,45	-102,34	-57,17	-72,63	94,22

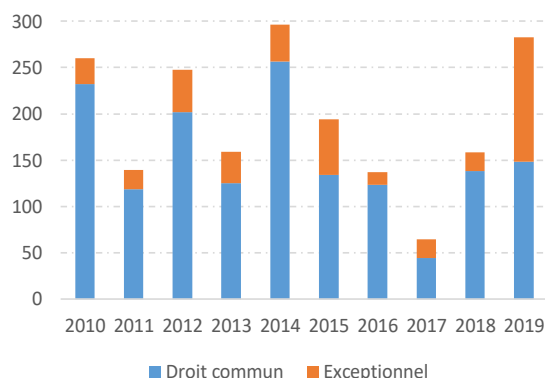
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2018 de l'économie et des finances

Graphique VI.3 : Évolution de la structure des marchés publics en volume par type (en %)



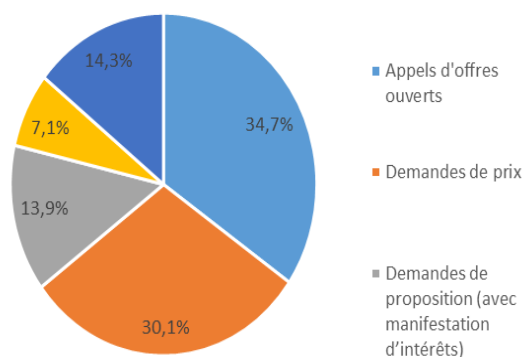
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique VI.4 : Évolution des marchés publics conclus en valeur par type (en milliards FCFA)



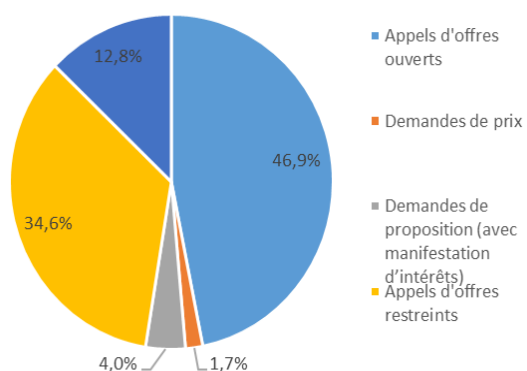
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique VI.5 : Répartition des marchés publics conclus en volume en 2019 par mode de passation (en %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique VI.6 : Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2019 par mode de passation (en %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

VI.3 Indicateurs des Systèmes Financiers Décentralisés

Points saillants :

- Sept (07) nouveaux SFD agréés en 2019 ;
- baisse du nombre de membres/clients des SFD en 2019 liée à la fermeture des comptes inactifs opérée ;
- forte croissance de l'encours de l'épargne et du crédit en 2019.

Commentaire général

Nombre de Systèmes financiers décentralisés

En 2019, sept (07) nouveaux Systèmes financiers décentralisés (SFD) ont été agréés portant ainsi le nombre à 132. Cependant, sur la période 2010-2018, le nombre de SFD était en baisse continue, passant de 263 à 125. Cette tendance baissière s'explique par les effets de l'application de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD qui vise, d'une part, l'assainissement du domaine et, d'autre part, la fusion de certains SFD suite aux résultats de l'étude commanditée par la coopération canadienne en 2009.

Membres/clients

En 2019, le taux d'accès à la microfinance est de 14,7% et le nombre de membre ou client est de 1 419 136. Il ressort une baisse de 601 210 membres/clients (-29,8%) par rapport à 2018. Cette forte baisse est due à la fermeture des comptes inactifs opérée par le Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB). Sur la période 2010-2018, il est constaté une tendance haussière du nombre de membres ou clients des SFD, avec une moyenne annuelle de 5,6%. Selon le profil, les membres/clients de sexe masculin ont représenté 52,8% de l'effectif total en 2019 en baisse de 4,2 points de pourcentage au profit des groupements. Quant aux femmes, leur nombre est resté quasi-stable sur l'ensemble de la période sous revue, avec une part moyenne de 29,3% par an.

Encours de l'épargne/Encours du crédit

En 2019, l'encours de l'épargne est passé à 251,14 milliards FCFA soit une hausse de 18,2% par rapport à 2018 représentant 38,68 milliards FCFA. Sur la période 2010-2019, l'encours de l'épargne a augmenté d'environ 180 milliards FCFA en 10 ans, avec une hausse moyenne annuelle de 13,3%. Cette hausse s'explique par des formations en éducation financière dans toutes les régions du Burkina Faso. Ces formations incitent la population à éviter l'épargne domestique et à ne pas avoir d'aversion pour contracter un prêt si leur projet est bien structuré. Concernant l'encours du crédit, il est de 200,34 milliards FCFA en 2019 soit une augmentation de 19,7% par rapport à 2018 représentant 32,96 milliards FCFA. Sur la période 2010-2019, il ressort un taux de croissance annuel moyen de 11,4%.

Indicateurs de qualité du portefeuille

Le portefeuille à risque de 90 jours (PAR 90) est passé de 2,8% en 2018 à 4,4% en 2019 supérieur à la norme de la BCEAO qui est au maximum de 3%. Ceci met en évidence une dégradation du portefeuille et la difficulté des SFD à se refinancer car ce ratio fait partie des conditions des structures de refinancement.

S'agissant des créances en souffrance, elles ont enregistré une forte augmentation pour se situer à 8,97 milliards FCFA en 2019, représentant ainsi près du double de sa valeur de 2018. De 2010 à 2015, elles ont connu une tendance haussière, puis une tendance baissière entre 2016 et 2018. En moyenne, sur la période 2010-2019, les créances en souffrance s'affichent à 5,42 milliards FCFA par an. Cette valeur, relativement importante révèle des difficultés rencontrées par les SFD dans le recouvrement des crédits accordés.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Système Financier Décentralisé : c'est une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD à fournir ces prestations. Il se compose principalement des caisses, des coopératives d'épargne et de crédit, des projets à volet crédit, des mutuelles, des sociétés anonymes.

Taux d'accès à la microfinance : il représente la proportion de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détentrice d'un compte dans les institutions de microfinance.

Source statistique : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.



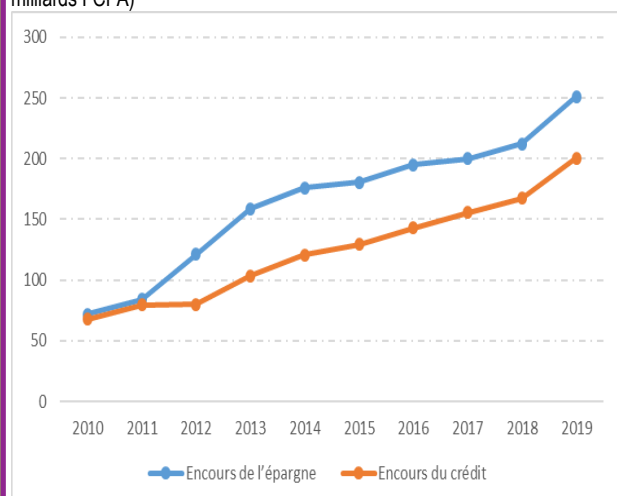
Tableau VI.5: Indicateurs des systèmes financiers décentralisés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de SFD	263	155	154	154	151	134	133	125	125	132
Membres/clients	1 176 286	1 212 101	1 388 526	1 501 898	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 889 641	2 020 346	1 419 136
Hommes	nd	691 105	721 395	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 079 217	1 150 301	748 538
Femmes	nd	337 780	357 637	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901
Groupements	nd	183 216	309 494	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697
Encours de l'épargne	71,86	84,11	121,36	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14
Encours du crédit	67,85	79,38	80,12	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34
Créances en souffrance (en milliards FCFA)	2,90	3,76	3,49	4,46	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97
PAR 90 jours **(en %)	4,28	4,74	4,09	4,64	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44

Source : DGTCP/SP-PMF

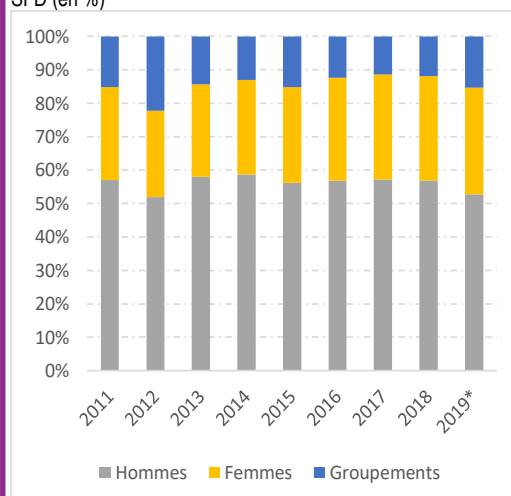
(**) PAR 90 jours= Portefeuille à risque de plus de 90 jours

Graphique VI.7: évolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (en milliards FCFA)



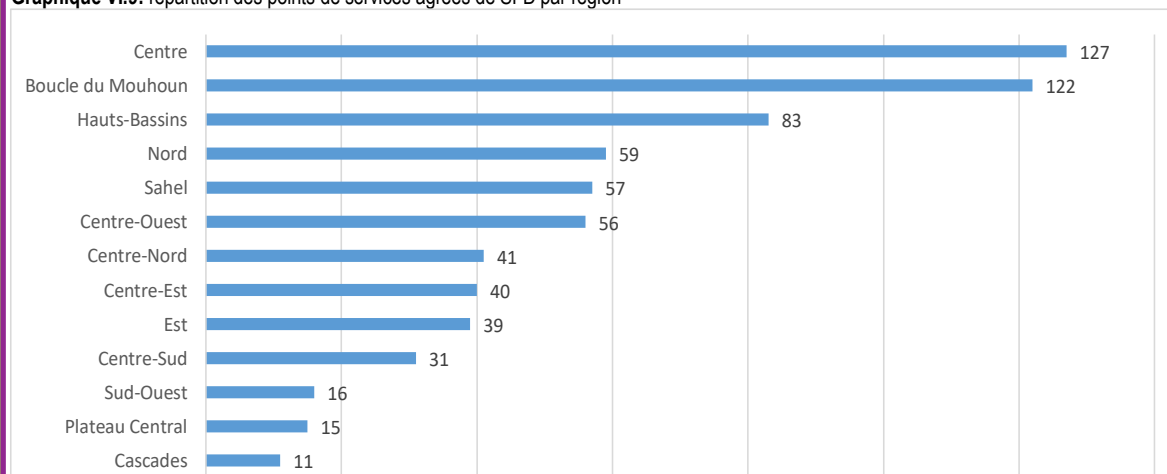
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique VI.8: évolution du profil des clients /membres des SFD (en %)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Graphique VI.9: répartition des points de services agréés de SFD par région



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

CONCLUSION

L'environnement socioéconomique du Burkina Faso a été caractérisé en 2019 par une situation sécuritaire difficile et des revendications sociales. Malgré ce contexte difficile l'activité économique s'est montrée résiliente avec un taux de croissance du PIB réel de 5,7%.



Au niveau de la production statistique, le MINEFID a poursuivi le suivi des indicateurs de performances des secteurs réel, monétaire, extérieur et des finances publiques. Ainsi, la quasi-totalité des indicateurs de suivi des politiques et programmes ont été calculés par les structures productrices de données et mis à jour dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances. Cette situation a rendu possible leur analyse suivant différents angles dans le présent document.

Globalement, l'analyse fait ressortir une amélioration des indicateurs de l'ensemble des secteurs de l'économie. Néanmoins, des efforts doivent être poursuivis en vue de relever les défis liés à l'amélioration de l'efficacité dans la gestion desdits secteurs pour soutenir la dynamique de l'activité économique.

Glossaire

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire (FAO) Fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral). (L'élément don a été revu au taux de 35%).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre évaluée économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critère préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appuis financiers de l'État	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Il est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'État et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ;

Concepts	Définitions
	5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	État statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus	Différence entre les revenus des travailleurs expatriés et les revenus d'investissements (intérêts et dividendes).
Balance des transferts courants	Compte regroupant les dépenses et revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés / immigrés. Le solde du compte des transactions courantes est le compte le plus commenté et celui retenu par le FMI.
Cadre budgétaire à moyen terme	C'est le cadre préparatoire au CDMT global. Il met en cohérence les grandes masses de ressources et de dépenses à l'effet de s'assurer de la cohérence et de la soutenabilité du cadre budgétaire. Il offre un cadre de préparation du budget cohérent à travers la conciliation des ambitions globales de dépenses et les possibilités financières du budget de l'Etat issues d'un cadrage macroéconomique dument élaboré. Il permet de s'assurer également du respect des différentes normes (soutenabilité du déficit, respect des différents engagements du gouvernement, efficacité du système de prélèvement fiscal...).
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Élément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus et la balance des transferts courants.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations

Concepts	Définitions
	de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Créances intérieures	Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale
Créances sur l'économie	Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLSM et les administrations locales
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institution, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA.....)
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme de la charge de la dette et des dépenses en atténuation de la dette, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et les transferts courants
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents,

Concepts	Définitions
	comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dettes intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dettes intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes titrisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dettes intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dettes multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dettes publique	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dettes publique extérieure	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de concessionnalité de la dette.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur recettes de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.

Concepts	Définitions
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts. Le financement a une importance particulière : il voudrait montrer les origines des ressources qui ont pu financer des dépenses supérieures aux recettes et dons (lorsqu'il y a déficit) ou les emplois des ressources qui ont dépassé les dépenses. Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons : elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Gré à gré	C'est lorsque l'autorité contractante engage sans formalité des discussions avec un fournisseur dans le but de conclure un contrat. Il y a six (6) cas pour recourir au gré à gré plus un cas exceptionnel (consultant individuel) : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. urgence impérieuse motivée par des circonstances imprévisibles ou de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les procédures d'appel d'offres et de demande de prix, nécessitant une intervention immédiate, et lorsque l'autorité contractante n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ;

Concepts	Définitions
	6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est inférieur à cent millions (100.000.000) F CFA toutes taxes comprises. 7. Le cas particulier : consultant individuel reconnu ayant une compétence affirmée dans le domaine.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la Source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissement, équipement	Acquisitions d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillages techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on

Concepts	Définitions
	considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs à l'étranger (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Loi de finances initiale	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives
Marché publics	Contrat administratif à l'acquisition des biens et services dont le montant est supérieur à vingt millions (20 000 000) FCFA.
Masse monétaire (MM)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).

Concepts	Définitions
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation d'investissements glissant triennal publics	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de Sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.

Concepts	Définitions
Redevance statistique	Taxe inscrit au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Région/conseil régional	Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional
Remise spéciale (RSP)	Remise payé sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1 pour milles sur le montant des droits et taxe liquidé).
Ressources transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la Source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'État par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/ EXT)	Idem aux retenues à la Source
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la Source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royaltie ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Solde budgétaire de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde budgétaire de base soutenable	Solde budgétaire de base cohérent avec la préservation de la viabilité de la dette et de la soutenabilité des finances publiques notamment le maintien durable du ratio « service de la dette sur recettes budgétaires » en deçà du seuil requis (actuellement de 15%).
Solde global (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédents si les ressources sont supérieures aux dépenses, déficit dans le cas contraire).
Solde global de base	C'est le solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. Cet indicateur permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.

Concepts	Définitions
Solde global hors dons	Différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde primaire	Ce solde est la différence entre les recettes totales et les dépenses sur ressources propres de l'Etat hors paiements d'intérêts. Les paiements d'intérêts ne peuvent pas être modifiés à court terme du fait que l'encours de la dette est constant durant l'exercice de la dette. Il s'agit d'une dépense non discrétionnaire.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	Taxe perçue sur le ciment importé
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme dû est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Avant 2003, il était intitulé « charge de la dette publique »

Concepts	Définitions
	Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes » Charge financières de la dette à compter de 2017
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Avant 2003, il était intitulé « dépenses de matériels » Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement » Dépense de biens et service à partir de 2017
Titre4	Transferts courants
Titre5	Avant 2003, il était intitulé « dotation, amortissement de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat »
Titre6	Transfert en capital
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

VII. CHIFFRES CLES DU SECTEUR

« ECONOMIE ET FINANCES »

Tableau VII.1: Évolution de la population

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Burkina Faso	15 730 977	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060
Homme	7 590 133	7 839 350	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776
Femme	8 140 844	8 409 208	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284

Source: DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.2: Évolution de quelques données socio-économique

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB aux prix constant (en milliards FCFA)	5373,36	5729,21	6098,90	6452,18	6731,36	6995,31	7412,09	7871,90	8401,77	8880,63
Croissance réelle du PIB (%)	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7
PIB/Habitants (de 1999 en milliers FCFA)	317,98	350,36	382,21	383,32	385,03	379,14	399,55	417,24	440,64	448,93

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.3: Évolution des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes ordinaires	647,55	832,34	997,76	1096,46	1051,23	1033,40	1201,79	1355,60	1439,91	1660,19
Recettes extraordinaires	233,99	223,71	328,49	378,42	269,04	403,13	465,89	122,17	151,55	134,27
Total des recettes	881,54	1056,06	1326,24	1474,88	1320,28	1436,53	1667,68	1477,77	1591,45	1794,47
Dépenses ordinaires	590,54	690,94	907,81	907,03	1037,43	1100,33	1279,95	1299,24	1382,70	1612,32
Dépenses en capital	500,01	453,01	654,65	761,88	520,46	441,89	535,87	673,37	564,76	525,31
Total des dépenses	1090,55	1143,95	1562,46	1668,91	1557,89	1542,22	1815,82	1972,61	1947,45	2137,63

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.4: Évolution de l'encours de la dette publique du Burkina Faso (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette	1 324,41	1 459,57	1 642,25	1 733,76	1 935,96	2 188,53	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53
Dette extérieure	1 118,08	1 172,21	1 290,56	1 295,98	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57
Dette intérieure	206,33	287,36	351,69	437,78	523,10	573,46	730,97	1024,20	1456,39	1778,96
Service de la dette	66,70	68,09	92,55	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07
Service de la dette extérieure	25,57	29,61	37,42	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45
Service de la dette intérieure	41,13	38,48	55,13	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.5:Évolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Aide projet (en millions de \$US)	691,56	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10
Appui budgétaire (en millions de \$US)	328,40	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86
Aide alimentaire (en millions de \$US)	25,27	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	11,34	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32
Total APD (en millions de \$US)	1056,56	1139,74	1162,85	1148,14	1105,02	1100,69	1094,78	1134,65	1440,22	1548,72
Total APD (en milliards de F CFA)	533,62	526,73	583,00	577,58	555,88	553,70	648,60	660,22	800,73	907,41

Source : DGESS, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.6:Évolution des opérations financières de l'Etat (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes totales et dons	880,22	1047,29	1276,41	1441,75	1321,15	1277,98	1410,70	1583,57	1745,87	1881,97
Dépenses totales et prêts nets	1 077,03	1 166,04	1 452,87	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42
Solde courant	150,41	165,36	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21
Solde global base engagements	-196,81	-118,75	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45
Solde global base caisse	-198,91	-105,57	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04

Source : DGESS, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.7:Balance des paiements (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Compte des transactions courantes	-89,87	-75,58	-82,86	-664,56	-493,24	-529,37	-462,37	-412,10	-369,26	-529,90
Compte de capital	98,90	91,07	137,78	238,41	200,19	153,77	150,14	172,84	175,84	99,80
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	9,03	15,49	54,92	-426,15	-293,05	-375,60	-312,22	-239,26	-193,43	-430,10
Compte financier	-75,45	-32,91	61,70	-282,93	-163,49	-654,87	-554,91	-490,73	-313,22	-499,00
Solde global	85,99	44,12	-3,37	-147,02	-132,92	283,57	239,40	246,98	116,29	65,03

Source : DGESS, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.8:Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Avoirs extérieurs nets	376,97	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1189,37	1331,09	1133,00	1431,81
Créances nettes sur l'administration centrale	-2,76	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57
Créances sur la Banque Centrale	128,31	155,76	147,36	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32
Créances sur les autres secteurs	862,67	1026,02	1257,67	1558,61	1826,04	2014,68	2140,09	2365,06	2658,98	2909,84
Engagements envers la banque centrale	101,34	153,60	219,95	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98

Source : DGESS, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.9:Quelques critères de convergence de l'UEMOA

Quelques critères de convergence	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-4,4	-2,3	-3,1	-3,6	-1,9	-2,2	-3,9	-7,8	-4,9	-3,0
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	28,6	31,4	28,0	28,6	30,8	35,0	38,2	38,1	42,4	46,4
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	43,5	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	57,3
Taux de pression fiscale (en %)	12,7	13,7	15,6	16,8	15,4	15,1	16,7	17,3	17,3	17,5

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau VII.10:Quelques critères de convergence

Quelques critères de convergence	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	4,4	2,3	3,1	3,6	1,9	2,2	3,9	7,8	4,9	3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	28,6	31,4	28	28,6	30,8	35	38,2	38,1	42,4	46,4
Réserves brutes en mois d'importation	6,4	7,1	6,5	4,7	4,6	5	4,4	4,2	4,8	5,6
Variation du taux de change nominal	-3,9	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

ANNEXE 1 : EQUIPE D'ELABORATION DU TABLEAU DE BORD 2019 DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

NOM ET PRÉNOMS	FONCTION	CONTACTS
SANE/CONGO Aïssata	Directrice générale des études et des statistiques sectorielles	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
NANEMA Marcellin	Directeur des statistiques sectorielles	71 50 1390 nanemamarcelin@yahoo.fr
OUEDRAOGO Téné	Chef de service de production des statistiques	70 81 84 63 ouedraogotene@yahoo.fr
SISSAO Issa	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 71 88 60 issasissao@gmail.com
OUEDRAOGO Franck Edouard	Chef de service de développement statistiques/PI	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
NIKIEMA Joseph	Chargé de production des statistiques économiques et financières	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
BAYALA Bouboualé	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
GANSONRE Ismaël	Chargé de production des statistiques économiques et financières	78 07 44 65 igansonre@yahoo.fr
OUEDRAOGO Mahamadi	Chargé de production des statistiques économiques et financières	61 21 21 62 mahamadijn@gmail.com
ZIBA Didier Arnaud	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 33 30 10 zibarnodidier@gmail.com

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE VALIDATION

N°	NOM ET PRENOMS (S)	SEXE	STRUCTURE	CONTACTS (email et tél)
1.	SANE/CONGO Aïssata	F	DGESS	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
2.	NANEMA Marcellin	M	DGESS	71 50 13 90 nanemamarcellin@yahoo.fr
3.	BAYALA Bouboulé	M	DGESS	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
4.	SISSAO Issa	M	DGESS	70 71 88 60 issasissao@gmail.com
5.	BAYALA / OUEDRAOGO Téné	F	DGESS	70 81 84 63 ouedraogotene@yahoo.fr
6.	OUEDRAGO Franck Edouard	M	DGESS	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
7.	OUEDRAOGO Ousséni	M	DGB	78 85 09 90 ouedraogoousseni2020@gmail.com
8.	SOME Bakounissouon	M	DGESS	70 59 39 20 sabakounine@yahoo.fr
9.	NIKIEMA Joseph	M	DGESS	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
10.	SENI Yves Innocent	M	DGTCP/RG	72 78 67 44 yveseni@gmail.com
11.	SAWADOGO Yahaya	M	DG-CMEF	71 30 58 96 yaya652@yahoo.fr
12.	NIKIEMA W Jean Etienne	M	DAF/SEBC	70 84 07 77 bwsamg@yahoo.com
13.	ZOUNGRANA Tasséré	M	DGTCP/DDP	70 23 38 86 tassfils@yahoo.fr
14.	OUEDRAOGO Haoua	M	DGTCP/DSOFE	71 05 15 13 Haouaouedraogo61@gmail.com
15.	OUEDRAOGO Kadiatou R.	F	DRH	71 18 61 20 ouedkadia1989@yahoo.com
16.	ILBOUDO Marcel	M	DGDT	72 36 39 49 imarceliboudo@yahoo.fr
17.	ZIBA Didier Arnaud	M	DGESS	70 33 30 10 zibarnodidier@gmail.com
18.	OUEDRAOGO Mahamadi	M	DGESS	61 21 21 62 mahamadiib@gmail.com
19.	NESSAO Oubouan Idrissa	M	DGESS	71 02 39 15 oubouannessao@gmail.com
20.	GANSOMRE Ismael	M	DGESS	73 75 25 03 igansonre@yahoo.fr
21.	OUATTARA Ibrahim	M	INSD	70 35 73 09 ibwattra02@yahoo.fr
22.	ZONGO Alexis	F	DGESS	70 01 55 40 alexiszongo@yahoo.fr
23.	NEBIE Aida Carole	F	DGESS/SFM	70 97 88 03 aidacarole@gmail.com
24.	OUEDRAOGO W Justin	M	BCEAO	70 08 97 50 jwpouedraogo@bceao.int
25.	SIMPORE CHARLES W.	M	DGESS	60 82 24 74 Chawsimp87@gmail.com

N°	NOM ET PRENOMS (S)	SEXE	STRUCTURE	CONTACTS (email et tél)
26.	SANGARE Mahamadou	M	DGCOOP	70 13 06 05 Mad_sang63@yahoo.com
27.	OUEDRAOGO W. Claver	M	MATDC/DGCT	70 53 93 83 inladwecan@gmail.com
28.	KI/OUEDRAOGO Fatoumata	F	SP-PIF	70 00 33 13 Fati_oueder@yahoo.fr
29.	KABORE K Didier	M	INSD	70 53 49 88 Kabre3@yahoo.fr
30.	BOUDA/ YAMEOGO T.Odette	F	SP/CNPE	70 70 83 30 ytodette@yahoo.fr
31.	KAGAMBEGA Atanase	M	PAGPS	akagambega@yahoo.fr

